

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1256**27 novembre 2003****SOMMAIRE**

ABF Hyde Park Investments, S.à r.l., Luxembourg	60267	bourg	60255
Activest Lux Key Fund, Sicav, Luxembourg	60281	IRBSD, International Racing Betting System Development S.A., Luxembourg	60279
Advanced Technics Properties Holding S.A., Luxembourg	60278	Iride S.A., Luxembourg	60282
Andrea Doria S.A., Luxembourg	60249	IT Funds, Sicav, Luxembourg	60243
Ardent Chemicals S.A., Luxembourg	60260	IT Funds, Sicav, Luxembourg	60245
Body & Beauty S.A., Luxembourg	60250	Jarnac S.A., Luxembourg	60248
C.S.M., S.à r.l., Luxembourg	60260	Laco Information Services S.A., Luxembourg ...	60260
Carl's S.A., Luxembourg	60263	Leco S.A.H., Luxembourg	60288
Carl's S.A., Luxembourg	60263	Lux-Avantage Sicav, Luxembourg	60279
Carl's S.A., Luxembourg	60263	Lux-Croissance Sicav, Luxembourg	60287
Carl's S.A., Luxembourg	60263	MAAX Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	60266
Carlawat Investissement S.A., Luxembourg	60262	Mainsys Luxembourg S.A., Luxembourg	60275
Carlawat Investissement S.A., Luxembourg	60263	Managed Funds Portfolio, Sicav, Luxembourg ...	60276
Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., Luxembourg	60264	Melia S.A., Luxembourg	60261
DCF Fund (II), Sicav, Luxembourg	60284	Melia S.A., Luxembourg	60262
Den Electro Installateur Ricci, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	60259	MPC Competence Sicav, Luxembourg-Strassen ..	60284
Dynamic Australia Fund	60286	Mulix S.A.H., Luxembourg	60247
Eventus S.A., Luxembourg	60258	Mulix S.A.H., Luxembourg	60247
Eventus S.A., Luxembourg	60258	Multi-Funds, Sicav, Strassen	60282
Fin 2001 S.A., Luxembourg	60266	Opuscles S.A.H., Luxembourg	60280
Future World Investments S.A., Luxembourg ...	60249	Romplex S.A., Luxembourg	60279
G&S Société Anonyme d'Investissement Sicav, Luxembourg	60278	RP Participations S.A., Luxembourg	60288
Gespa S.A., Luxembourg	60275	Sarlat S.A.H., Luxembourg	60280
Griven S.A., Luxembourg	60249	Sax Finance S.A., Luxembourg	60275
Havaux Gestion (Luxembourg) S.A., Luxembourg ..	60287	Sella Sicav Lux, Luxembourg	60264
Holiday International Company S.A.H., Luxembourg	60281	T & C Europe S.A., Luxembourg	60248
Horse Development Holding S.A., Luxembourg ..	60280	Tegola International S.A., Luxembourg	60242
Iberint Holding S.A., Luxembourg	60278	Tegola S.A., Luxembourg	60242
Immo House Plans, S.à r.l., Strassen	60265	Tre Laghi S.A., Luxembourg	60265
Immobilière Internationale S.A., Luxembourg ...	60248	Tre Laghi S.A., Luxembourg	60265
ING International Currency Management Fund, Sicav, Strassen	60286	Val de la Pétrusse Holding S.A., Luxembourg ...	60245
International Chemistry Association S.A., Luxembourg	60255	Val de la Pétrusse Holding S.A., Luxembourg ...	60247
International Chemistry Association S.A., Luxembourg	60255	Vernel Securities S.A.H., Luxembourg	60287
		Vestia, S.à r.l., Luxembourg	60249
		Wic Holding S.A., Luxembourg	60276
		Winning Funds, Sicav, Luxembourg	60283
		WQ International S.A., Luxembourg	60256
		Yachting Invest S.A., Luxembourg	60248
		Yamayu Santatsu (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg	60245

TEGOLA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 59.688.

TEGOLA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 59.689.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille trois, le sept novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu:

Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, agissant:

a) en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme TEGOLA INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 59.688), constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 juin 1997, publié au Mémorial C numéro 521 du 24 septembre 1997,

et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 16 mars 2000, publié au Mémorial C numéro 568 du 9 août 2000,
- en date du 19 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 694 du 28 août 2001,
- en date du 21 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 828 du 31 mai 2002,

ayant un capital souscrit fixé à un million sept cent quatre-vingt-deux mille euros (1.782.000,- EUR), représenté par quatre-vingt-un mille sept cents (81.700) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 2 septembre 2003; un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

b) en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme TEGOLA S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 59.689), constituée sous la dénomination sociale de TEGOLA HOLDING suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 juin 1997, publié au Mémorial C numéro 134 du 4 mars 1998,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 décembre 2002, publié au Mémorial C numéro 115 du 5 février 2003, contenant notamment la transformation de la société anonyme holding en société anonyme de participations financières et le changement de la dénomination sociale en TEGOLA S.A.,

ayant un capital souscrit fixé à un million deux cent quarante mille euros (1.240.000,- EUR), représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales,

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 2 septembre 2003; un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Laquelle comparante, ès-qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que quatre-vingt-un mille sept cents (81.700) actions représentant la totalité du capital social d'un million sept cent quatre-vingt-deux mille euros (1.782.000,- EUR) de la société anonyme TEGOLA INTERNATIONAL S.A., (encore appelée la société absorbante), ainsi que cinquante mille (50.000) actions représentant la totalité du capital social d'un million deux cent quarante mille euros (1.240.000,- EUR) de la société anonyme TEGOLA S.A. ont le même objet social et sont détenues par les mêmes actionnaires dans des proportions identiques;

2.- Que dans le cadre d'une rationalisation des activités du groupe, la société anonyme TEGOLA INTERNATIONAL S.A. entend fusionner avec la société anonyme TEGOLA S.A. (encore appelée société absorbée) par absorption de cette dernière;

3.- Que la date à partir de laquelle les opérations de la société TEGOLA S.A. sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société TEGOLA INTERNATIONAL S.A. a été fixée au jour du constat de la fusion;

4.- Qu'aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs ou commissaires des sociétés qui fusionnent;

5.- Que la fusion prendra effet entre parties un mois après publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations,

conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales;

6.- Que les actionnaires de TEGOLA INTERNATIONAL S.A. ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents indiqués à l'article 267 (1) a), b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et qu'ils peuvent obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande;

7.- Qu'un ou plusieurs actionnaires de la société TEGOLA INTERNATIONAL S.A., disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion;

8.- Qu'à défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales;

9.- Que décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société TEGOLA S.A.;

10.- Que les documents sociaux de la société TEGOLA S.A. seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante;

11.- Que la société absorbante, après la fusion et en rémunération de la transmission du patrimoine de la société absorbée TEGOLA S.A., augmentera son capital social de la somme de 1.178.000,- EUR, par la création de 71.500 actions nouvelles, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes et donnant droit de participer aux bénéfices de la société absorbante à partir de l'exercice 2003, lesquelles actions étant attribuées aux actionnaires de la société absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent;

12.- Que cette opération de fusion et la rémunération de la transmission du patrimoine de la société TEGOLA S.A. fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises indépendant, la société à responsabilité limitée MONTBRUN REVISION, S.à r.l., de L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, conformément aux stipulations de l'article 266 de la loi du 7 septembre 1987 modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

«Conclusion

Sur base des travaux effectués tels que décrits ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le caractère raisonnable et pertinent des rapports d'échange retenus dans le projet de fusion. Les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination des rapports d'échange sont adéquates en l'espèce, leur pondération relative appropriée aux circonstances et les valeurs auxquelles ces méthodes aboutissent sont raisonnables dans les circonstances données.»

Que ledit rapport, signé ne varietur par la mandataire, ès-qualités, et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

12.- Qu'une assemblée générale extraordinaire étant à tenir par-devant notaire pour l'augmentation de capital.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations du présent acte s'élève approximativement à huit cent trente euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, ès-qualités, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M.-F. Ries-Bonani, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 novembre 2003, vol. 525, fol. 5, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 novembre 2003.

J. Seckler.

(074918.3/231/99) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

**IT FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. IT TECHNOLOGY).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 70.453.

L'an deux mille trois, le dix novembre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois soumise au régime des Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) IT TECHNOLOGY, avec siège social à Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert,

constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 9 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 605 du 10 août 1999, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 9 avril 2001, publié au Mémorial C numéro 356 du 15 mai 2001, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 70.453.

Bureau

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Michel Gelhay, directeur à la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., demeurant à Halanzy (Belgique).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Manuella Piron, employée privée, demeurant à Limerlé (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Martine Vermeersch, employée de banque, demeurant à Libramont (Belgique).

Composition de l'assemblée

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé de Monsieur le Président

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

1. Changement de la dénomination de la Société en IT FUNDS et, par conséquent, modification de l'Article 1 «Dénomination» des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 1. Dénomination.

Il existe entre les actionnaires existants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) avec la dénomination IT FUNDS (ci-après la «Société».)»

2. Modification de l'Article 8 «Emission des actions» afin de le compléter avec un nouveau §6 libellé comme suit:

«Art. 8. Emission des actions - §6.

Le conseil d'administration peut également accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant, tel que prévu par la législation luxembourgeoise, à condition que les titres et les actifs de ce portefeuille soient conformes avec la politique et les restrictions d'investissement applicables au compartiment concerné. Ce portefeuille devra être facile à évaluer. Un rapport d'évaluation dont le coût sera supporté par l'investisseur concerné, sera établi par le réviseur d'entreprises de la Société conformément à l'Article 26-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.»

II.- La présente Assemblée a été convoquée par des avis de convocation publiés dans:

a) Le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1039 du 8 octobre 2003 et numéro 1101 du 23 octobre 2003;

b) Le Luxemburger Wort et le Tageblatt les 8 et 23 octobre 2003.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été posés au bureau pour inspection.

III.- Une première assemblée générale extraordinaire s'est réunie par-devant le notaire instrumentant, le 2 octobre 2003 pour délibérer sur le même ordre du jour que celui de la présente assemblée générale extraordinaire.

Le quorum de présence requis par l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée n'ayant pas été atteint, la prédite assemblée n'a pas pu valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

IV.- La présente assemblée peut en vertu de la prédite loi délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour quelle que soit la partie du capital représentée.

Suite au prédit exposé de Monsieur le Président l'assemblée a délibéré et pris chaque fois à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société en IT FUNDS et, par conséquent, de modifier l'Article 1 «Dénomination» des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 1. Dénomination.

Il existe entre les actionnaires existants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) avec la dénomination IT FUNDS (ci-après la «Société».)»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'Article 8 «Emission des actions» afin de le compléter avec un nouveau paragraphe 6 libellé comme suit:

«Le conseil d'administration peut également accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant, tel que prévu par la législation luxembourgeoise, à condition que les titres et les actifs de ce portefeuille soient conformes avec la politique et les restrictions d'investissement applicables au compartiment concerné. Ce portefeuille devra être facile à évaluer. Un rapport d'évaluation dont le coût sera supporté par l'investisseur concerné, sera établi par le réviseur d'entreprises de la Société conformément à l'Article 26-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.»

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Frais

Le montant des frais, rémunérations et charges, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Dont procès-verbal, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous Notaire, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J.-G. Gelhay, M. Piron, M. Vermeersch, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, vol. 141S, fol. 25, case 9.— Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 18 novembre 2003.

T. Metzler.

(075811.3/222/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2003.

IT FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 70.453.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 18 novembre 2003.

Signature.

(075815.3/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2003.

YAMAYU SANTATSU (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 31.332.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(076598.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2003.

VAL DE LA PETRUSSE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 70.236.

In the year two thousand and three, on the sixth of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of VAL DE LA PETRUSSE HOLDING S.A., a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, R.C. Luxembourg section B number 70.236, incorporated by deed on the June 10th, 1999, published in the Mémorial number 638 on August 24th, 1999; and whose Articles of Association never have been amended.

The meeting is presided by Mr Hubert Janssen, jurist, residing professionally at Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Rachel Uhl, jurist, residing professionally at Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 2,000 (two thousand) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Reduction of the Share capital of an amount of USD 380,000.- (three hundred and eighty thousand United States Dollars) so as bring the share capital from its current amount of 2,000,000.- (two million United States Dollars) to 1,620,000.- (one million six hundred and twenty thousand United States Dollars), by the way of reimbursement of the Shareholders and by the way of decreasing of the intrinsic value of each shares.

2. Amendment of the article 5 of the Articles of Association to read as follow:

«The subscribed corporate capital is set at USD 1,620,000.- (one million six hundred and twenty thousand United States Dollars), divided into 2,000 (two thousand) shares with no par value, fully paid up.»

3. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting decides to decrease the share capital amount by USD 380,000.- (three hundred and eighty thousand United States Dollars) in order to bring it from its current amount of 2,000,000.- (two million United States Dollars) to 1,620,000.- (one million six hundred and twenty thousand United States Dollars), by the way of reimbursement of the Shareholders proportionally to their shareholding, and by the way of decreasing of the intrinsic value of the shares.

All powers are conferred to the Board of Directors in order to implement the necessary bookkeeping amendments, and the Shareholder's reimbursement.

Reimbursement delay: The undersigned notary has drawn the attention of the assembly to the provisions of article 69 of the law on commercial companies establishing a legal protection in favour of eventual creditors of the Company, the effective reimbursement to the shareholders cannot be made freely and without recourse from them before 30 (thirty) days after publication of the present deed in the Luxembourg Mémorial C.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend article 5 of the Articles of Incorporation to read as follows:

«**Art. 5.** The subscribed corporate capital is set at USD 1,620,000.- (one million six hundred and twenty thousand United States Dollars), divided into 2,000 (two thousand) shares with no par value, fully paid up.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille trois, le six novembre.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société anonyme VAL DE LA PETRUSSE HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 70.236, constituée suivant acte reçu le 10 juin 1999, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 638 du 24 août 1999, et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 2.000 (deux mille) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social à concurrence de USD 380.000.- (trois cent quatre vingt mille dollars américains) pour l'amener de son montant actuel de USD 2.000.000.- (deux millions de dollars américains) à 1.620.000.- (un million six cent vingt mille dollars américains), par remboursement aux actionnaires et par réduction de la valeur intrinsèque des actions.

2. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

3. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de USD 380.000.- (trois cent quatre vingt mille dollars américains) pour l'amener de son montant actuel de USD 2.000.000.- (deux millions de dollars américains) à USD 1.620.000.- (un million six cent vingt mille dollars américains), par remboursement aux actionnaires et par réduction de la valeur intrinsèque des actions.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement aux actionnaires.

Délaï de remboursement: Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi sur les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la société, le remboursement effectif aux associés ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que 30 (trente) jours après la publication du présent acte au Mémorial C.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à USD 1.620.000.- (un million six cent vingt mille dollars américains) divisé en 2.000 (deux mille) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérée.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. Uhl, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2003, vol. 141S, fol. 20, case 12.– Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2003.

J. Elvinger.

(076600.3/211/111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2003.

VAL DE LA PETRUSSE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 70.236.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076601.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2003.

MULIX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 7.558.

Par décision du Conseil d'Administration du 11 juillet 2003, le siège social a été transféré du 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour MULIX S.A.

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

C. Royemans / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, réf. LSO-AK01780. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074336.3/1017/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

MULIX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 7.558.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juillet 2003, la démission de l'Administrateur M. Charles K. Overland a été acceptée. De ce fait, le nombre des Administrateurs a été réduit de cinq à quatre. Les mandats des Administrateurs Mme Grete Keller, Raevehojvej, 1, DK-2800 Lyngby, M. Thierry Polack, 155, boulevard Haussmann, F-75008 Paris, M. Gaston Burnand, ch. du Milieu, 12B, CH-1245 Collonge Bellerive et M. Denis A. Kernohan, 40, rue de Genève, CH-1225 Chene Bourg, ainsi que celui du Commissaire aux Comptes M. D.A. Berghoef, membre de ERNST & YOUNG ACCOUNTANTS, Dreef 48, NL-2012 HS Haarlem, ont été renouvelés pour la durée d'un an, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2004. M. Thierry Polack a été confirmé dans ses fonctions d'Administrateur-délégué.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour MULIX S.A.

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

C. Stebens / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, réf. LSO-AK01781. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074337.3/1017/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

T & C EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 57.972.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2003, réf. LSO-AK00918, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour T & C Europe S.A.

Signature

(073966.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

JARNAC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 77.171.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2003, réf. LSO-AK00926, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour JARNAC S.A.

Signature

(073967.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

IMMOBILIERE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 83.793.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02673, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Résultats reportés:	- 5.687,17 EUR
- Résultat 2002:	- 11.635,45 EUR
- Report à nouveau:	- 17.322,62 EUR

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2003.

Signature.

(073961.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

YACHTING INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 84.352.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 octobre 2003

L'assemblée:

- décide de révoquer les administrateurs actuels de la Société, à savoir Monsieur Marc Ambrosien, Monsieur Karl Guenard, Madame Elise Lethuillier;

- décide de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux administrateurs avec effet immédiat:

- Monsieur Michael Roos, demeurant au 1, Hamburger Allee, D-60486 Frankfurt am Main, Allemagne;

- Monsieur Jörg Windt, demeurant au 1, Hamburger Allee, D-60486 Frankfurt am Main, Allemagne;

- Madame Ute Bräuer, demeurant au 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2003.

Signature

un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2003, réf. LSO-AK02975A. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074419.3/250/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

GRIVEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 90.021.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2003, réf. LSO-AK00915, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour GRIVEN S.A.

Signature

(073970.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

FUTURE WORLD INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 64.167.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2003, réf. LSO-AK00913, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour FUTURE WORLD INVESTMENTS S.A.

Signature

(073971.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

VESTIA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: € 2.237.800,-.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R. C. Luxembourg B 72.445.

—
Le bilan et l'annexe au 30 juin 2002, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 novembre 2003, réf. LSO-AK02838, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un gérant

(073977.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

ANDREA DORIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 64.624.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 8 octobre 2003

Résolutions

L'Assemblée révoque le Commissaire aux Comptes, FIDUCIAIRE GRAND DUCALE S.A., 3, rue Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg, et le remercie pour son activité jusqu'à ce jour.

L'Assemblée décide de nommer PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003, à la fonction de Commissaire aux Comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2003, réf. LSO-AK02996. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074433.3/024/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

BODY & BEAUTY S.A., Société Anonyme.
Registered office: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 96.754.

—
STATUTES

In the year two thousand three, on the twenty-first of October.
Before us Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A., having its registered office at Level 2, Lotemau Centre, Vaea Street, Apia Samoa, R.C. No 5966,

here represented by TRUST INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., having its registered office in L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, itself represented by Mrs Rika Mamdy, private employee, residing in Tuntange, acting by virtue of a general proxy established on August 21, 1997,

by virtue of a general power of attorney dated on December 7, 1999.

2. NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., having its registered office at Level 2, Lotemau Centre, Vaea Street, Apia Samoa, R.C. No 5967,

here represented by TRUST INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., prenamed, itself represented as thereabove mentioned,

by virtue of a general power of attorney dated on December 7, 1999.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves.

Name - Registered offices - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the abovementioned persons and all those that may become owners of the shares created hereafter, a joint stock company is herewith organised under the name of BODY & BEAUTY S.A.

Art. 2. The registered offices are in Luxembourg City.

The company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the Municipality of the registered offices by a simple decision of the board of directors.

If extraordinary events either political, economic or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered offices and inform third persons.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation may carry out for personal purposes trading in securities of any kind and any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The corporation may furthermore carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-two thousand euro (32,000.- EUR) represented by three hundred and twenty (320) shares with a par value of one hundred euro (100.- EUR) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, except those shares for which the law prescribes the registered form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Management - Supervision

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three officers, shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six years by the General Meeting of shareholders and can be dismissed at any time.

If the post of a director elected by the General Meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally appoint a replacement. In this case, the next General Meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. The first chairman is appointed by the General Meeting. In the case the chairman is unable to carry out his duties, he is replaced by the director designated to this effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions, if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that every director can represent only one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, cable, telex or telefax, confirmed by letter.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the director's meetings.

Art. 8. All decisions by the board shall require an absolute majority. In case of an equality of votes, the chairman of the meeting carries the decision.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

The copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. Full and exclusive powers for the administration and management of the company are vested in the board of directors, which alone is competent to determine all matters not reserved for the General Meeting by law or by the present articles.

Art. 11. The board of directors may delegate the daily management to directors or to third persons who need not be shareholders of the company. Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the General Meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties the company is in all circumstances committed by the joint signatures of two directors or by the single signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In their current relations, with the public administrations, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the General Meeting which fixes their number and their remuneration.

The duration of the term of office of an auditor is fixed by the General Meeting. It may not, however, exceed six years.

General meeting

Art. 14. The General Meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide on the affairs of the company. The convening notices are made in the form and delay prescribed by law.

Art. 15. The annual General Meeting is held in the commune of the registered offices at the place specified in the notice convening the meeting on the 1st Monday of June at 10.00 a.m.

If such day is a holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditors may convene an extraordinary General Meeting. It must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the company's capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal prescriptions.

It submits these documents with a report of the company's operations one month at least before the Statutory General Meeting to the statutory auditors.

Art. 19. After deduction of general expenses and all charges, the balance represents the net profit of the company. Five percent of this net profit shall be allocated to the legal reserve fund. Such deduction will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the share capital of the company.

The balance is at the disposal of the General Meeting.

Advances and dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The General Meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical bodies, appointed by the General Meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies and to the laws modifying it.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Transitory dispositions

- 1) The first business year begins today and ends on December 31st, 2003.
- 2) The first annual general meeting will be held in the year 2004.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately one thousand nine hundred euro (1,900.- EUR).

Subscription

The shares have been subscribed to as follows:

1. TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A., prenamed, one hundred and sixty shares	160
2. NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., prenamed, one hundred and sixty shares	160
Total: three hundred and twenty shares	320

The subscribed capital has been entirely paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-two thousand euro (32,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Extraordinary general meeting

The abovenamed parties, representing the whole of the subscribed capital, holding themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions.

- 1.- The company's address is fixed at L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, 1st Floor (c/o Turner Audit & Domiciliation Company).
- 2.- The following have been elected as directors, their term of office expiring at the General Meeting of the year 2008:
 - a) TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A., prenamed,
 - b) NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., prenamed,
 - c) ALPMANN HOLDINGS LIMITED, having its registered office in Road Town, Tortola, BVI, R.C. No 90925.
- 3.- The following has been appointed as statutory auditor, his term of office expiring at the General Meeting of the year 2008:

FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES, having its registered office in Road Town, Tortola, BVI, R.C. No 303554.
- 4.- The board of directors is authorized to delegate the daily management of the company as well as the representation concerning the daily management to a member of the board of directors.

Meeting of the board of directors

According to the powers granted, the members of the board, duly present or represented, and accepting their nomination, have immediately thereafter proceeded to appoint by unanimous vote NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., as managing director, having sole signatory powers.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt et un octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A., ayant son siège social à Level 2, Lotemau Centre, Vaea Street, Apia Samoa, R.C. n° 5966,

ici représentée par TRUST INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, elle-même représentée par Madame Rika Mamdy, employée privée, demeurant à Tuntange, agissant en vertu d'un pouvoir général établi le 21 août 1997,

en vertu d'un pouvoir général daté du 7 décembre 1999.

2. NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., ayant son siège social à Level 2, Lotemau Centre, Vaea Street, Apia Samoa, R.C. 5967,

ici représentée par TRUST INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., préqualifiée, elle-même représentée comme dit ci-avant,

en vertu d'un pouvoir général daté du 7 décembre 1999.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de BODY & BEAUTY S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société pourra accomplir pour ses besoins propres le commerce de valeurs de toute nature ainsi que toutes autres opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente-deux mille euros (32.000,- EUR) représenté par trois cent vingt (320) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. En cas de nomination sans indication d'un terme, les nominations sont faites pour la durée de 6 ans.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 1^{er} lundi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2003.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille neuf cents euros (1.900,- EUR).

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

1. TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A., préqualifiée, cent soixante actions	160
2. NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., préqualifiée, cent soixante actions	160
Total: trois cent vingt actions	320

Ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-deux mille euros (32.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- L'adresse de la société est fixée à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue, 1^{er} étage (c/o Turner Audit & Domiciliation Company).

2.- Sont appelées aux fonctions d'administrateurs leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2008:

a) TYNDALL MANAGEMENT (SAMOA) S.A., préqualifiée,

b) NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., préqualifiée,

c) ALPMANN HOLDINGS LIMITED, ayant son siège social à Road Town, Tortola, BVI, R.C. 90925.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2008: FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES, ayant son siège social à Road Town, Tortola, BVI, R.C. 303554.

4.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Réunion du Conseil d'Administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné à l'unanimité en conformité des pouvoirs leur conférés par les actionnaires NATIONWIDE MANAGEMENT (SAMOA) S.A., comme administrateur-délégué, ayant le pouvoir de signer seul.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Mamdy, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 89, case 6. – Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2003.

G. Lecuit.

(074467.3/220/323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

INTERNATIONAL CHEMISTRY ASSOCIATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 28.839.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 2002, les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes ont été renouvelés pour la durée de six ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2008.

Le Conseil d'administration se compose dorénavant comme suit:

Mme Birgit Mines-Honneff, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, M. Guy Baumann, 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, M. Guy Kettmann, 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg et M. Albert Pennacchio, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Le Commissaire aux Comptes est Mme Marie-Claire Zehren, 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour INTERNATIONAL CHEMISTRY ASSOCIATION S.A.

Société Anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

C. Royemans / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, réf. LSO-AK01778. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074330.3/1017/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

INTERNATIONAL CHEMISTRY ASSOCIATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 28.839.

Par décision du Conseil d'Administration du 30 septembre 2002, le siège social a été transféré du 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

Monsieur Christoph Kossmann, 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, a été coopté au Conseil d'Administration, en remplacement de Mme Birgit Mines-Honneff, démissionnaire.

Monsieur Albert Pennacchio s'est démis de ses fonctions d'Administrateur, avec effet au 30 septembre 2002.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

Pour INTERNATIONAL CHEMISTRY ASSOCIATION S.A.

Société Anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG

Société Anonyme

C. Royemans / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, réf. LSO-AK01779. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074334.3/1017/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

WQ INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.
Gesellschaftssitz: L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange.
H. R. Luxemburg B 96.749.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreie, den zehnten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg);

Sind erschienen:

1.- Die Aktiengesellschaft TREULUX II DEUTSCH-LUXEMBURGISCHE REVISION UND TREUHAND S.A., mit Sitz in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange,

rechtmässig vertreten durch seinen Vorsitzenden Herrn Hans Kappes, hiernach benannt.

2.- Die Aktiengesellschaft LUXEMBOURG TRUST & CONSULTING S.A., mit Sitz in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange,

rechtmässig vertreten durch zwei seiner Verwaltungsratsmitglieder:

- Herrn Hans Kappes, Wirtschaftsprüfer, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 1. März 1949, wohnhaft in D-54296 Trier, Kreuzflur 5, (Bundesrepublik Deutschland), und

- Herrn Guillaume Rauchs, Jurist, geboren in Luxemburg, am 5. April 1969, wohnhaft in L-2153 Luxemburg, 49, rue Antoine Meyer, hier vertreten durch Herrn Hans Kappes, vorgenannt, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht vom Erschienenen und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welcher Komparent, namens handelnd wie erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Satzung einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Unter der Bezeichnung WQ INTERNATIONAL S.A. wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Grossherzogtum verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normalen Geschäftsabwicklungen am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Vertrieb von Produkten und Dienstleistungen über das Internet sowie sämtliche damit im Zusammenhang stehenden Beratungsleistungen.

Die Gesellschaft ist berechtigt sich an anderen Gesellschaften zu beteiligen oder Unternehmen zu erwerben.

Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten.

Die Gesellschaft kann ausserdem alle anderen Operationen finanzieller, industrieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in zweiundsechzig (62) Aktien von jeweils fünfhundert Euro (500,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäss den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestellen; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Hauptversammlung.

Die erste Person der die laufende Geschäftsführung übertragen wird, kann durch die erste Hauptversammlung ernannt werden.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber rechtmässig vertreten durch die obligatorische und unumgängliche Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes der Gesellschaft, welches qualifiziert ist die hiervor im Gesellschaftszweck beschriebenen Aktivitäten auszuüben, gemäss den vorgeschriebenen Kriterien des luxemburgischen Mittelstandsministerium, oder durch die gemeinsame Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes und eines anderen Verwaltungsratsmitgliedes.

Art. 8. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Art. 9. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 10. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am zweiten Mittwoch des Monats Juni um 11.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 11. Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht.

Art. 12. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse gutzuheissen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist bevollmächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden vorzunehmen.

Art. 13. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Änderungsgesetze finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, dass die Aktien wie folgt gezeichnet wurden:

1.- Die Aktiengesellschaft TREULUX II DEUTSCH-LUXEMBURGISCHE REVISION UNE TREUHAND S.A. mit Sitz in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange, einunddreissig Aktien	31
2.- Die Aktiengesellschaft LUXEMBOURG TRUST & CONSULTING S.A. mit Sitz in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange, sechzehn Aktien	31
Total: zweiundsechzig Aktien	62

Alle vorgenannten Aktien wurden voll und ganz eingezahlt, so dass ab sofort der Gesellschaft ein Kapital von einunddreissigtausend Euro (31.000,- EUR) zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2003.
- 2.- Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2004 statt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausenddreihundertfünfzig Euro zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann finden die eingangs erwähnten Komparenten, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange.
- 2.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, und die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 3.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Hans Kappes, Wirtschaftsprüfer, geboren in Trier, (Bundesrepublik Deutschland), am 1. März 1949, wohnhaft in D-54296 Trier, Kreuzflur 5, (Bundesrepublik Deutschland);
 - b) Herr Guillaume Rauchs, Jurist, geboren in Luxemburg, am 5. April 1969, wohnhaft in L-2153 Luxemburg, 49, rue Antoine Meyer;
 - c) Herr Egon Bentz, Kaufmann, geboren in Wadgassen, (Bundesrepublik Deutschland), am 10. März 1944, wohnhaft in D-66787 Wadgassen, Siedlerweg 2, (Bundesrepublik Deutschland).
- 4.- Zum Kommissar wird ernannt:
 - Die Aktiengesellschaft TREULUX II DEUTSCH-LUXEMBURGISCHE REVISION UND TREUHAND S.A., (R.C.S. Luxemburg Sektion B Nummer 54.459), mit Sitz in L-2430 Luxemburg, 26, rue Michel Rodange.
- 5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2009.
- 6.- Gebrauch machend vom durch Artikel sieben (7) der Satzung vorgesehenen Recht, ernennt die Generalversammlung Herrn Egon Bentz, vorgeannt, zum ersten Bevollmächtigten des Verwaltungsrates, welcher die Gesellschaft durch seine Einzelunterschrift verpflichtet im Rahmen der laufenden Geschäftsführung in ihrem weitesten Sinne, sämtliche Bankoperationen miteinbegriffen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Signé: H. Kappes, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 octobre 2003, vol. 524, fol. 84, case 4. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 24. Oktober 2003.

J. Seckler.

(074379.3/231/153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

EVENTUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 45.550.

—
RECTIFICATIF

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02611, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Annule et remplace le bilan déposé le 10 juillet 2003.

Luxembourg, le 17 novembre 2003.

EVENTUS S.A.

Signature

(074296.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

EVENTUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 45.550.

—
RECTIFICATIF

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02617, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Annule et remplace le bilan déposé le 10 juillet 2003.

Luxembourg, le 17 novembre 2003.

EVENTUS S.A.

Signature

(074298.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

DEN ELECTRO INSTALLATEUR RICCI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 39, rue du Brill.

R. C. Luxembourg B 96.776.

STATUTS

L'an deux mille trois, le cinq novembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1.- Monsieur Laurent Roldo Robert Krambs, électricien, né à Esch-sur-Alzette, le 11 juin 1969, demeurant à L-4209 Esch-sur-Alzette, 32, rue Michel Lentz;

2.- Monsieur Antonio José De Jesus Oliveira, électricien, né à Arazede/Montemor-O-Velho (Portugal), le 29 novembre 1973, demeurant à L-4051 Esch-sur-Alzette, 58, rue du Canal.

Lesquels comparants, présents ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:
DEN ELECTRO INSTALLATEUR RICCI, S.à r.l.

Art. 2. La société a pour objet le commerce et la vente d'articles électriques et de meubles meublants, ainsi que tous travaux d'installation et de transformation électriques.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Art. 4. Le capital social est fixé à trente-trois mille Euros (EUR 33.000,-), représenté par trois cent trente (330) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort, excepté aux héritiers réservataires et au conjoint survivant, requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2003.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

Monsieur Laurent Roldo Robert Krambs, prénommé, deux cent trente parts sociales	230
Monsieur Antonio José De Jesus Oliveira, prénommé, cent parts sociales	100
Total: trois cent trente parts sociales	330

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-trois mille Euros (EUR 33.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant unique de la société:

Monsieur Laurent Roldo Robert Krambs, électricien, né à Esch-sur-Alzette, le 11 juin 1969, demeurant à L-4209 Esch-sur-Alzette, 32, rue Michel Lentz.

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à: L-4041 Esch-sur-Alzette, 39, rue du Brill.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude, date qu'en tête de présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. Krambs, A. De Jesus Oliveira, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 novembre 2003, vol.: 892 fol.: 69 case 9. – Reçu 330 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 13 novembre 2003.

F. Kessler.

(074774.3/219/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

ARDENT CHEMICALS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 54.940.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2003, réf. LSO-AK02844, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2003.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

(073987.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

LACO INFORMATION SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 88.300.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2003, réf. LSO-AJ02274, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(074007.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

C.S.M., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2270 Luxembourg, 1, rue d'Orval.

R. C. Luxembourg B 88.281.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 octobre 2003, enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 91, case 9, que toutes les cent (100) parts sociales de la société à responsabilité limitée C.S.M., S.à r.l., avec siège social à L-2270 Luxembourg, 1, rue d'Orval, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 88.281, constituée suivant acte reçu par le même notaire Paul Frieders en date du 11 juillet 2002, publié au Mémorial C, numéro 1384 du 24 septembre 2002, sont détenues par Monsieur Marcello Clerici, restaurateur, demeurant à Luxembourg, 1, rue d'Orval, que l'associé unique a accepté la démission de Monsieur Carlo Lucania, commerçant, demeurant à Luxembourg, 90, rue des Aubépines, comme gérant technique et de Mademoiselle Tatjana Sarac, restaurateur, demeurant à Luxembourg, 1, rue d'Orval, comme gérant administratif, avec pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat, et qu'il a nommé pour une durée indéterminée nouveau gérant administratif Monsieur Marcello Clerici, prénommé, et nouveau gérant technique Madame Elena Moreni, restaurateur, demeurant à Luxembourg, 1, rue d'Orval, la société étant valablement engagée par les signatures conjointes des deux gérants.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2003.

P. Frieders.

(074494.3/212/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

MELIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 88.086.

L'an deux mille trois, le neuf octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MELIA S.A., ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 50 Val Fleuri, R. C. Luxembourg section B numéro 88.086, constituée suivant acte reçu le 27 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1336 du 14 septembre 2002 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu le 11 septembre 2003, en cours de publication au Mémorial C.

L'assemblée est présidée par Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 310 (trois cent dix) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Modification de l'article 4, paragraphe 2 des statuts (Objet) pour lui donner la teneur suivante: «La société aura plus particulièrement comme objet l'achat et éventuellement la vente d'un aéronef. Elle pourra procéder à toutes les formalités inhérentes à son immatriculation, inscription ou autres formalités liées à la propriété de l'aéronef. La société pourra sous-traiter et déléguer la gestion administrative, technique et commerciale de cet avion à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dûment habilitées et agréées à cet effet. La société pourra également procéder à l'exploitation et à la location de l'aéronef ou de sa coque nue dont elle est propriétaire. La société pourra de manière générale agir en son nom et signer tout document en relation avec l'objet social décrit ci-dessus.

2.- Modification du mode d'engagement de la société.

3.- Modification afférente de l'article 7, dernier alinéa des statuts.

4.- Nomination statutaire.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 4, paragraphe 2 des statuts (Objet) pour lui donner la teneur suivante:

«La société aura plus particulièrement comme objet l'achat et éventuellement la vente d'un aéronef. Elle pourra procéder à toutes les formalités inhérentes à son immatriculation, inscription ou autres formalités liées à la propriété de l'aéronef. La société pourra sous-traiter et déléguer la gestion administrative, technique et commerciale de cet avion à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dûment habilitées et agréées à cet effet. La société pourra également procéder à l'exploitation et à la location de l'aéronef ou de sa coque nue dont elle est propriétaire. La société pourra de manière générale agir en son nom et signer tout document en relation avec l'objet social décrit ci-dessus.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le mode d'engagement de la société afin que celle-ci soit engagée soit par la signature collective de deux administrateurs dont obligatoirement celle de l'administrateur délégué, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 7, dernier alinéa des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs dont obligatoirement celle de l'administrateur délégué, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur:

Monsieur Manuel Malaure, pilote, né à Melun (France) le 28 juillet 1968, demeurant à F-75002 Paris (France), 3, rue Bachaumont.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Uhl, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 81, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2003.

J. Elvinger.

(074957.3/211/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

MELIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 88.086.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

Signature.

(074959.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

CARLAWAT INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R. C. Luxembourg B 93.205.

L'an deux mille trois, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Luxembourg, (ci-après «la mandataire»), agissant en sa qualité de mandataire spéciale du conseil d'administration de la société anonyme CARLAWAT INVESTISSEMENT S.A., ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 93.205, constituée suivant acte reçu le 2 mai 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 549 du 21 mai 2003,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 22 octobre 2003; un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Laquelle mandataire, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la société anonyme CARLAWAT INVESTISSEMENT S.A., prédésignée, s'élève actuellement à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions de EUR 100,- (cent euros) chacune, entièrement libérées.

II.- Qu'aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à EUR 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros) et le conseil d'administration a été autorisé à décider, ce depuis l'assemblée constitutive du 2 mai 2003 et pour une durée de cinq années à compter de la date de publication dudit acte, de procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que le conseil d'administration, en sa réunion du 22 octobre 2003 et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a réalisé une augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence de EUR 69.000,- (soixante-neuf mille euros), en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 100.000,- (cent mille euros), par la création et l'émission de 690 (six cent quatre-vingt-dix) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que le conseil d'administration, après avoir constaté que les actionnaires minoritaires ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription, a accepté la souscription de la totalité des actions nouvelles par l'actionnaire majoritaire.

V.- Que les 690 (six cent quatre-vingt-dix) actions nouvelles ont été souscrites par le souscripteur prédésigné et libérées intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société CARLAWAT INVESTISSEMENT S.A., prédésignée, de sorte que la somme de EUR 69.000,- (soixante-neuf mille euros) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives des souscription et libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, les deux premiers alinéas de l'article cinq des statuts sont modifiés en conséquence et ont désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à cent mille Euros (EUR 100.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel de cent mille Euros (EUR 100.000,-) à deux millions cinq cent mille Euros (EUR 2.500.000,-), par la création et l'émission de vingt-quatre mille (24.000) actions de valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la mandataire prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2003, vol 18CS, fol 96 case 4. – Reçu 690 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2003.

J. Elvinger.

(074954.3/211/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

CARLAWAT INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R. C. Luxembourg B 93.205.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

Signature.

(074955.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

CARL'S S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.191.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02680, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Signature.

(074360.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

CARL'S S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.191.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02679, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Signature.

(074359.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

CARL'S S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.191.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02677, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Signature.

(074358.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

CARL'S S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.191.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02675, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Signature.

(074357.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 45.727.

Suite à la démission de Monsieur Jörg Schultz avec effet au 27 septembre 2003 et de celle de Monsieur Heinrich Wegmann avec effet au 1^{er} octobre 2003, de leur fonction de membres du conseil d'administration, Messieurs Mario Seris, Stefan Mächler et Karl Huwyler ont été nommés comme nouveaux membres du conseil d'administration lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 octobre 2003.

Par conséquent la composition du conseil d'administration se présente comme suit:

Joseph D. Gallagher
Raymond Melchers
Mario Seris
Stefan Mächler
Agnes F. Reicke
Karl Huwyler

Luxembourg, le 15 octobre 2003.

Certifié sincère et conforme
CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT
FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A.
G. Trichies / D. Breger

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, réf. LSO-AK01925. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074213.3/736/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

SELLA SICAV LUX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 66.796.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue le 22 avril 2003 à 10.00 heures au siège social de la Société

* Les actionnaires décident, sur recommandation du conseil d'administration, que pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2002, les revenus et plus-values seraient réinvestis pour le compartiment suivant: EUR 1.717,29 pour le compartiment Euro Short Term Bond.

Les actionnaires décident, sur recommandation du conseil d'administration, que pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2002, les pertes des compartiments suivants seraient reportées:

EUR - 1.370.370	pour le compartiment International Equities,
EUR - 199.379	pour le compartiment International Bond,
EUR - 481.230	pour le compartiment Asian Emerging Market,
EUR - 1.048.221	pour le compartiment International Leaders,
EUR - 900.016	pour le compartiment International Small Cap,
EUR - 29.744.839	pour le compartiment Balanced Flexible,
EUR - 40.944	pour le compartiment Italian Equities Plus.

* Les actionnaires, sur recommandation du conseil d'administration, décident de réélire les administrateurs suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003:

- M. Attilio Viola - Vice-Président de GESTNORD FONDI S.G.R. S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano),
- M. Bruno Travostino - Gérant de GESTNORD INTERMEDIAZIONE SIM p.A. (Via Cavour, I-10123 Torino),
- M. Pietro Sella - Administrateur de GESTNORD FONDI S.G.R. S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano).

Par ailleurs, les actionnaires ont été informés des démissions des administrateurs suivants et ont approuvé ces démissions:

- M. Paolo Panico - Administrateur ayant démissionné au 23 janvier 2003.
- M. Franco Tallia - Administrateur ayant démissionné au 23 janvier 2003.
- M. Pier Giorgio Borri - Administrateur ayant démissionné au 23 janvier 2003.
- M. Franco Sella - Vice-président du conseil d'administration ayant démissionné au 23 janvier 2003.
- M. Riccardo Grande Stevens - Administrateur ayant démissionné au 5 février 2003.
- M. Massimo Scolari - Président du conseil d'administration ayant démissionné au 7 février 2003.

Les actionnaires ont également été informés des cooptations subséquentes à ces démissions, ont ratifié ces cooptations et ont décidé de renouveler les mandats des administrateurs ainsi cooptés pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003:

- M. Paolo Panico - Administrateur de GESTNORD FONDI S.G.R. S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano) a été remplacé par M. Luca Parmeggiani - Directeur général de GESTNORD FONDI S.G.R. S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano) dans ses fonctions d'administrateur de la Sicav au 4 février 2003, sous réserve d'approbation par la CSSF.
- M. Franco Tallia - Administrateur de I.B.Z. AG (Talstrasse 70 - CH-8039 Zurich) a été remplacé par Mme Concetta Iorio - Assistante du Département Juridique de GESTNORD FONDI S.G.R. S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano) dans ses fonctions d'administrateur de la Sicav au 4 février 2003, sous réserve d'approbation par la CSSF.

- M. Pier Giorgio Borri - Administrateur de SELLA CORPORATE FINANCE S.p.A. (Via Cristoforo Colombo, 9 - I-13900 Biella) a été remplacé par M. Yves Bayle - administrateur-délégué de IBL INVESTMENT BANK LUXEMBOURG S.A. (4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) dans ses fonctions d'administrateur de la Sicav au 4 février 2003, sous réserve d'approbation par la CSSF.

- M. Franco Sella - Vice-Chairman of BANCA SELLA S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano) a été remplacé par M. Federico Sella - Directeur du département «Savings» de la BANCA SELLA S.p.A. (Via Italia 2, I-13900 Biella) dans ses fonctions d'administrateur de la Sicav au 4 février 2003, sous réserve d'approbation par la CSSF.

- M. Ricardo Grande Stevens - Administrateur de GESTNORD INTERMEDIAZIONE SIM p.A. (Via Cavour, I-10123 Torino) n'a pas été remplacé.

- M. Massimo Scolari - Managing Director of GESTNORD FONDI S.G.R. S.p.A. (Via G.B. Pirelli, 19 - I-20124 Milano) n'a pas été remplacé.

* De plus, les actionnaires, sur recommandation du conseil d'administration, décident de renouveler le mandat de l'Auditeur, PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003.

Pour le compte de SELLA SICAV LUX
IBL INVESTMENT BANK LUXEMBOURG S.A.
Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02766. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074101.3/000/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

IMMO HOUSE PLANS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 55.347.

Le bilan rectifié au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2003, réf. LSO-AK03132, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Signature.

(074013.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

TRE LAGHI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 62.438.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 2003, réf. LSO-AK01417, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2003.

Pour la société
Signature

(074281.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

TRE LAGHI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 62.438.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 2003

L'Assemblée reconduit le mandat des administrateurs, Madame Joëlle Lietz, Monsieur Carlo Ripamonti et Monsieur Pierre Schill, ainsi que celui du commissaire aux comptes, FIDUCIAIRE GLACIS, S.à r.l., pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Luxembourg, le 7 novembre 2003.

Pour la société
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 2003, réf. LSO-AK01419. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074311.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

MAAX LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 94.016.

In the year two thousand three, on the 30th October,

MAAX CANADA INC., a company incorporated and organized under the laws of Canada, with registered office at 640 Cameron, Sainte-Marie (Québec), Canada, G6E 1B2, acting as sole shareholder of MAAX LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated by deed on June 5, 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number 778 of July 24, 2003,

here represented by

Mr Richard Garneau,

declares what follows, in order to be registered and deposited at Trade register:

- that the share capital amounts currently to seventy thousand United States dollars (70,000.- USD) represented by seven hundred (700) units in registered form with a par value of one hundred United States dollars (100.- USD) each.
- that all the shares are here represented;
- that the shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

It is decided to remove Mr Armin R. Kirchner, residing in Luxembourg as a manager of the company.

Second resolution

It is decided to appoint as new manager Mr Aidan Foley for a period ending at the annual general meeting of members to be held in two thousand and four.

Third resolution

It is decided to change the registered office to 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le 30 octobre,

MAAX CANADA INC., une société existant sous le droit du Canada, avec siège social 640 Cameron, Sainte-Marie (Québec), Canada, G6E 1B2, agissant comme associé unique de MAAX LUXEMBOURG, S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée en date du 5 juin 2003, par acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations n° 778 du 24 juillet 2003,

déclare aux fins d'enregistrement et dépôt au registre de commerce:

- que le capital social s'élève actuellement à soixante-dix mille US dollar (70.000,- USD) représenté par sept cents (700) parts sociales nominative d'une valeur nominale de cent US dollar (100,- USD) chacune,
- que toutes les parts sont ici représentées,
- qu'il a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de révoquer Monsieur Armin R. Kirchner, demeurant à Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer M. Aidan Foley en tant que gérant pour une durée se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille quatre.

Troisième résolution

L'associé unique décide de changer l'adresse du siège social pour l'établir au 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

MAAX CANADA INC.

R. Garneau

Enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 2003, réf. LSO-AK00098. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(074232.3/211/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

FIN 2001 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R. C. Luxembourg B 76.146.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 12 novembre 2003.

H. Hellinckx.

(074388.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2003.

ABF HYDE PARK INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 96.788.

—
STATUTES

In the year two thousand and three, on the sixth day of November.

Before Us, Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary public, residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The company EASTBOW SECURITIES LIMITED, a company validly existing under the laws of Great-Britain, with registered office at Weston Centre, Bowater House, 68 Knightsbridge, London, SW1X 7LQ, duly represented by Maître Michel Bulach, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in London, on October 27, 2003.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I: Name - Duration - Registered office - Corporate Object**Art. 1. Form - Name.**

There is hereby established by the appearing person and all those who may become members in the future, a corporation with limited liability (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) governed by Luxembourg law, under the name of ABF HYDE PARK INVESTMENTS, S.à r.l. (hereafter the «Corporation»).

Art. 2. Duration.

The Corporation is established for an unlimited duration.

Art. 3. Registered Office.

The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City. It may be transferred within the City of Luxembourg by resolution of the board of managers of the Corporation.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

If political, economical or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Corporation, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Corporation.

Art. 4. Corporate Object.

The object of the Corporation is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Corporation may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Corporation has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees. The Corporation may also grant loans and other financial services to any companies being part of the AB FOOD Group.

Without prejudice to the generality of the object of the Corporation, the Corporation may do all or any of the following:

- acquisition, possession, administration, sale, exchange, transfer, trade and investment in and alienation of shares, bonds, funds, notes, evidences of indebtedness and other securities, borrowing of money and issuance of notes therefore, as well as the lending of money;
- acquisition of income arising from the disposal or licensing of copyrights, patents, designs, secret processes, trademarks or other similar interests;
- rendering of technical assistance;
- participation in and management of other companies.

The Corporation may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates, provided that they are not freely negotiable and that they are issued in registered form only.

Title II: Capital - Units

Art. 5. Share Capital.

The subscribed share capital is set at nine thousand Pounds Sterling (GBP 9,000.-) represented by ninety (90) corporate units with a par value of one hundred Pounds Sterling (GBP 100,-) each.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Corporation in direct proportion to the number of units in existence.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single member or, as the case may be, by decision of the meeting of the members deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

Art. 6. Transfer of Units.

If the Corporation has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

In case of plurality of members, the transfer of units inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Corporation's capital.

In case of a sole member, the shares of the Corporation are freely transferable to non-members.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of members representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Corporation.

Art. 7. Repurchase of Units.

The Corporation may repurchase its own units subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Corporation of units held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of member(s).

Title III: General Meetings of Members

Art. 8. Power of the General Meeting.

Any regularly constituted meeting of members of the Corporation shall represent the entire body of members of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the transactions of the Corporation. Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Corporation by an unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 9. Vote.

Each unit entitles to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Corporation will recognise only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to such unit until one individual/entity has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Corporation.

Art. 10. Single Member.

If the Corporation has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The resolutions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Moreover, agreements entered into between the sole member and the Corporation represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Title IV: Management

Art. 11. Board of managers.

The Corporation is managed by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be member(s).

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 12. Meetings.

The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any manager, at the place indicated in the notice of meeting.

Written or verbal notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, telex, telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram, telex or telefax, or by e-mail another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by e-mail.

The board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers or by the single manager, as the case may be, shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 13. Minutes of the Meetings.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

The resolutions of the sole manager are recorded in minutes or drawn-up in writing signed by the single manager.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman and by the secretary or by two managers or by the single manager, as the case may be.

Art. 14. Powers.

The board of managers or the sole manager, as the case may be, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Corporation in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers or of the sole manager.

The board of managers or the sole manager may delegate its/his powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and the representation of the Corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation.

The Corporation shall be bound by (i) the single signature of the single manager or (ii) the joint signature of two managers or (iii) the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers.

With regard to transactions and orders on the Corporation's bank accounts up to and including the amount of two thousand Pounds Sterling (GBP 2,000.-), the Corporation will be validly bound by the sole signature of the person to whom such signatory power will be delegated by the sole member of the Corporation or the general meeting of the members of the Corporation.

With regard to transactions and orders on the Corporation's bank accounts exceeding the amount of two thousand Pounds Sterling (GBP 2,000.-), the Corporation will be validly bound by the joint signature of (i) the person to whom such signatory power will be delegated by the sole member of the Corporation or the general meeting of the members of the Corporation and (ii) of the sole manager or any one manager in case of two or more managers.

Art. 16. Liability.

In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Corporation. As agents of the Corporation, they are liable for the correct performance of their duties.

Title V: Accounts

Art. 17. Financial Year.

The financial year of the Corporation shall begin on the fifteenth day of September of each year and shall terminate on the fourteenth day of September of the following year, with the exception of the first financial year, which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the fourteenth day of September of the year two thousand and four.

Art. 18. Annual Accounts.

The balance sheet and the profit and loss accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each financial year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Corporation.

The annual accounts shall then be submitted to the annual general meeting of members.

Art. 19. Profits, Reserves and Dividends.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, charges and provisions, such as approved by the annual general meeting of members represents the net profit of the Corporation.

Each year, five per cent (5%) of the annual net profits of the Corporation, shall be allocated to the legal reserve account of the Corporation. This allocation ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Corporation.

The remaining profits shall be allocated by a resolution of the general meeting of members, which may resolve (i) to pay a dividend to the members proportionally to the units they hold or (ii) to carry forward them or (iii) to transfer them to another distributable reserve account of the Corporation.

Notwithstanding the above, the members may resolve, prior to the holding of the annual general meeting, to pay interim dividends on the future net profit of the current financial year provided that:

- the annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by a resolution of the members;

- the interim dividends are paid within two (2) months following the drawing-up by the managers of interim accounts showing that sufficient funds are available for such distribution;
- the payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

If the paid interim dividends exceed the amount finally distributable to the members according to the annual general meeting, the excess is not to be considered as dividend paid on account but as an immediately due receivable of the Corporation towards the members.

The above provisions are without prejudice to the right of the general meeting of members to distribute at any moment to the members any net profits deriving from the previous financial years and carried forward or any amounts from any distributable reserve accounts.

Title VI: Winding up - Liquidation- Miscellaneous

Art. 20. Liquidation.

In the event of dissolution of the Corporation, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Corporation to an end.

Once the liquidation is closed, the remaining assets of the Corporation shall be allocated to the members proportionally to the units they hold in the Corporation.

Art. 21. Miscellaneous.

All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Commercial Companies Act dated tenth August nineteen hundred fifteen, as amended.

Subscription and payment

All the ninety (90) corporate units have been subscribed by the company EASTBOW SECURITIES LIMITED, with registered office at Weston Centre, Bowater House, 68 Knightsbridge, London, SW1X 7LQ.

All the units have been fully paid in by the subscriber so that the amount of nine thousand Pounds Sterling (GBP 9,000.-) is at the free disposal of the Corporation, as certified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Commercial Companies Act dated 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand Euros (EUR 2,000.-).

For the purpose of registration, the share capital is evaluated at thirteen thousand one hundred sixty-one Euros sixty-five Cents (EUR 13,161.65).

Extraordinary general meeting

Then the sole member of the Corporation, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions:

- 1) The registered office of the Corporation is in L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.
- 2) The number of managers is fixed at one.
- 3) The following person is appointed as manager for a mandate which shall terminate at the annual general meeting relating to the accounts as at 14th September 2004:

Mr François Brouxel, lawyer, born in Metz (France) on September 16, 1966, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

- 4) The following person has single and joint signatory powers on the Corporation's bank accounts as defined under section 15 of the articles of association of the Corporation:

Mr Stéphane Weyders, auditor, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung:

Im Jahre zweitausendunddrei am sechsten November.

Vor Uns, dem unterzeichnenden Notar Léon Thomas genannt Tom Metzler, mit Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft EASTBOW SECURITIES LIMITED, eine Gesellschaft gültig bestehend gemäss den Gesetzen von Grossbritannien, mit eingetragenem Sitz in Weston Centre, Bowater House, 68 Knightsbridge, London SW1X 7LQ, ordnungsgemäß vertreten durch Maître Michel Bulach, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in London am 27. Oktober 2003.

Die Vollmacht bleibt nach ne varietur Unterzeichnung durch die erschienene Person und den unterzeichnenden Notar an dieser Urkunde zum Zwecke der Einregistrierung anliegend.

Die Erschienene, vertreten wie vorgenannt, ersuchte den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung gemäss dem geltenden Recht und den Artikeln der vorliegenden Satzung aufzunehmen:

Titel I: Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Gesellschaftsform - Name.

Hiermit wird zwischen der erschienenen Person und all denen, die später Gesellschafter der Gesellschaft werden, eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung («société à responsabilité limitée»), die dem Luxemburger Recht unterliegt, unter der Bezeichnung ABF HYDE PARK INVESTMENTS, S.à r.l. (nachstehend die «Gesellschaft») gegründet.

Art. 2. Dauer.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 3. Gesellschaftssitz.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt.

Der Sitz der Gesellschaft kann an irgendeinen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg durch Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

Der Sitz der Gesellschaft kann an irgendeinen Ort innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung verlegt werden. Niederlassungen oder andere Büros können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland durch die Geschäftsführung eröffnet werden.

Sollten sich Entwicklungen politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art zugetragen haben oder imminenz werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland, wie durch die Geschäftsführung bestimmt, gefährden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehenden Massnahmen betreffen jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Diese vorübergehenden Massnahmen werden von der Geschäftsführung getroffen und allen betroffenen Parteien mitgeteilt.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

Zweck der Gesellschaft ist es Beteiligungen, unter welcher Form auch immer, in jeder kaufmännischen, industriellen, finanziellen oder anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen zu halten; sämtliche Wertpapiere und Rechte durch Beteiligung, Einlage, Optionsrecht oder sonstwie zu erwerben.

Die Gesellschaft kann ihr Vermögen nutzen, um in Grundbesitz zu investieren, um ihre Aktiva, wie sie von Zeit zu Zeit zusammengesetzt sind, nämlich aber nicht beschränkt auf, über ihr Portfolio von Wertpapieren jeglichen Ursprungs, zu errichten, verwalten, ausbauen und darüber zu verfügen, um sich an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle von Unternehmen zu beteiligen, um durch Investition, Zeichnung, Unterzeichnung oder Optionsrecht, Wertpapiere und alle Rechte des geistigen Eigentums zu erwerben, sie durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder sonstwie zu veräußern, um Lizenzen für Rechte des geistigen Eigentums zu erhalten oder zu gewähren und den Gesellschaften, oder zum Nutzen der Gesellschaften, in welchen sie eine mittelbare oder unmittelbare Beteiligung hat, sowie den Gruppegesellschaften jede Unterstützung, einschließend eine finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Garantien zu gewähren. Die Gesellschaft kann auch den Gesellschaften die der Gesellschaftsgruppe AB FOOD angehören, Darlehen und andere finanzielle Unterstützung gewähren.

Ohne Beeinträchtigung der Allgemeinheit des Gesellschaftsobjektes, kann die Gesellschaft noch alles Folgende unternehmen:

- der Erwerb, Besitz, Verwaltung, Verkauf, Tausch, Übertragung, Handel und Investierung in, und Abtretung von Anteilen, Anleihen, Fonds, Noten, Schuldtitel und anderen Wertpapieren, die Aufnahme von Darlehen und Schuldscheine hierfür auszugeben, sowie Darlehen gewähren;
- der Erwerb von Einkommen als Folge der Verfügung und Lizenzerteilung von Urheberrechten, Patenten, Mustern, geheimen Verfahren, eingetragenen Marken oder anderen ähnlichen Interessen;
- die Gewährung von technischer Unterstützung die Beteiligung in, und die Geschäftsführung von anderen Gesellschaften.

Die Gesellschaft kann Darlehen in jeder Form aufnehmen und Anleihen, Noten, Wertpapiere, Schuldverschreibungen und Bescheinigungen privat ausgeben, vorausgesetzt, dass sie nicht frei übertragbar sind und dass sie nur in eingetragener Form ausgegeben werden.

Titel II: Gesellschaftskapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt neuntausend Pfund Sterling (GBP 9.000,-), eingeteilt in 90 (neunzig) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einhundert Pfund Sterling (GBP 100,-).

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Zuteilung eines Teils der Aktiva und des erzielten Gewinnes der Gesellschaft im direkten proportionalen Verhältnis zu den bestehenden Geschäftsanteilen.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters geändert werden oder, wie es der Fall sein kann, durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, die in der selben Art und Weise berät, wie sie es für die Abänderung der Artikel der vorliegenden Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Anteilübertragung.

Wenn die Gesellschaft mindestens zwei Gesellschafter hat, sind die Geschäftsanteile frei unter Gesellschaftern übertragbar.

Im Falle mehrerer Gesellschafter, ist die Übertragung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Nicht-Gesellschafter abhängig von der Zustimmung von Gesellschaftern, die nicht weniger als drei Viertel (3/4) des Stammkapitals vertreten, gegeben in einer Gesellschafterversammlung.

Im Falle eines alleinigen Gesellschafters, sind die Geschäftsanteile frei zugunsten Nicht-Gesellschaftern übertragbar.

Im Todesfall eines Gesellschafters, ist die Übertragung von Geschäftsanteilen an Nicht-Gesellschafter abhängig von der Zustimmung von Gesellschaftern die nicht weniger als drei Viertel (3/4) der Rechte der verbleibenden Gesellschafter vertreten. In diesem Fall jedoch, ist die Genehmigung nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Pflichtteilsberechtigte oder den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben der Gesellschafter können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder Gesellschaftsdokumenten stellen.

Art. 7. Erwerb der Anteile durch die Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann unter den gesetzlich erlaubten Bedingungen, ihre eigenen Anteile erwerben.

Der Erwerb und die Verfügung durch die Gesellschaft von Anteilen die sie in ihrem eigenen Gesellschaftskapital hält, soll aufgrund eines Entschlusses und der Bedingungen und Fristen der Gesellschafterversammlung beschlossen werden, stattfinden.

Titel III: Gesellschafterversammlung**Art. 8. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.**

Jede ordnungsgemäß einberufene Gesellschafterversammlung wird die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft vertreten. Sie wird die ausgedehntesten Befugnisse haben, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, zu vollstrecken oder zu ratifizieren.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschaftern angenommen.

Das Gesellschaftskapital und die sonstigen Bestimmungen gegenwärtiger Satzung können jederzeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft durch einen einstimmigen Beschluss ändern.

Falls alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorige Einberufung abgehalten werden.

Art. 9. Stimmrecht.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt Anrecht auf eine Stimme in den ordentlichen und ausserordentlichen Gesellschafterversammlungen.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Geschäftsanteil anerkennen; falls ein Anteil im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht die Ausübung aller Rechte des betreffenden Geschäftsanteils aufzuheben, bis dass eine Person als alleiniger Eigentümer in den Beziehungen mit der Gesellschaft benannt wurde.

Art. 10. Einzelnes Mitglied.

Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so übt dieser alleinige Gesellschafter alle der Gesellschafterversammlung zuerkannten Befugnisse aus.

Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters, die im Bereich des ersten Absatzes gefasst werden, werden protokolliert oder schriftlich niedergelegt.

Ebenfalls werden die Verträge, welche zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der von ihm vertretenen Gesellschaft eingegangen werden, protokolliert oder schriftlich niedergelegt. Nichtsdestotrotz, ist diese letzte Vorschrift für laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden, nicht anwendbar.

Titel IV: Geschäftsführung**Art. 11. Geschäftsführer/Geschäftsführung.**

Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden sie die Geschäftsführung. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung, die über ihre Befugnisse, Bezüge und Amtszeit entscheidet, ernannt und abberufen.

Art. 12. Versammlungen.

Die Geschäftsführung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden ernennen. Sie kann weiterhin einen Sekretär ernennen, der nicht Geschäftsführer sein muss und der verantwortlich für das Halten der Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung und der Gesellschafter ist.

Die Geschäftsführung kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder eines jeden der Geschäftsführer zusammen und zwar am Ort, der in der Einberufung der Sitzung genannt ist.

Schriftliche Einberufungsschreiben zu jeder Sitzung der Geschäftsführung müssen allen Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Zeitpunkt der Abhaltung der Sitzung zugestellt werden, ausser in dringenden Fällen, wobei dann die Art des Dringlichkeitsfalles in dem Einberufungsschreiben genannt werden muss.

Auf die Einberufung kann schriftlich oder per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder E-mail durch jeden Geschäftsführer verzichtet werden. Gesonderte Einberufungsschreiben sind nicht notwendig bei individuellen Sitzungen, die zu Zeiten

und an Orten gehalten werden, welche aus einem Zeitplan hervorgehen, welcher vorher durch einen Geschäftsführungsbeschluss genehmigt wurde.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei jeder Sitzung vertreten lassen, indem er schriftlich oder per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder E-mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt.

Abstimmungen können auch schriftlich oder per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder E-mail durchgeführt werden.

Die Geschäftsführung kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens eine Mehrheit von Geschäftsführern bei der Sitzung der Geschäftsführung anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch eine Mehrheit der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern oder vom alleinigen Geschäftsführer, wie der Fall sein kann, genehmigt und unterschrieben wurden, haben die selbe Wirkung wie Beschlüsse, über die bei Sitzungen der Geschäftsführung abgestimmt wurde.

Art. 13. Protokolle der Sitzungen.

Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden von dem Vorsitzenden unterzeichnet oder, in dessen Abwesenheit, durch den kommissarischen Vorsitzenden, der den Vorsitz dieser Sitzung übernommen hat.

Die Beschlüsse des alleinigen Geschäftsführers werden in Protokolle eingetragen oder vom alleinigen Gesellschafter schriftlich niedergelegt.

Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, welche zur Vorlage in Rechtsstreitigkeiten oder in sonstiger Weise vorgelegt werden können, werden von dem Vorsitzenden und dem Sekretär oder zwei Geschäftsführern oder dem alleinigen Geschäftsführer, wie der Fall sein mag, unterschrieben.

Art. 14. Befugnisse.

Die Geschäftsführung oder der alleinige Geschäftsführer, wie der Fall sein mag, verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Namen und im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit der Geschäftsführung oder des alleinigen Geschäftsführers.

Die Geschäftsführung oder der alleinige Geschäftsführer kann ihre/seine Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, mit vorherigem Einverständnis der Gesellschafterversammlung, an einen oder mehrere Geschäftsführer oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwingenderweise Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen) übertragen, welche unter den Bedingungen und Befugnissen, die von der Geschäftsführung festgelegt werden, beraten und beschliessen. Die Geschäftsführung kann ebenfalls jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwingenderweise Geschäftsführer sein muss, übertragen, Angestellte einstellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

Art. 15. Vertretung.

Die Gesellschaft wird durch (i) die Einzelschrift des alleinigen Geschäftsführers oder (ii) die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder (iii) die Einzel- oder gemeinsame Unterschrift der Person oder Personen welcher(n) solche Vertretungsmacht von der Geschäftsführung übertragen werden wird, verpflichtet.

Betreffend Transaktionen und Order auf den Bankkonten der Gesellschaft bis zu und einschliesslich des Betrags von zweitausend Pfund Sterling (GBP 2.000,-), wird die Gesellschaft rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift der Person welcher ein solches Unterzeichnungsrecht durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung übertragen wird.

Betreffend Transaktionen und Order auf den Bankkonten der Gesellschaft welche den Betrag von zweitausend Pfund Sterling (GBP 2.000,-) übertreffen, wird die Gesellschaft rechtsgültig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift (i) der Person welcher ein solches Unterzeichnungsrecht durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung übertragen wird sowie (ii) des alleinigen Geschäftsführers oder eines Geschäftsführers im Falle von mehreren Geschäftsführern.

Art. 16. Haftpflicht.

In Ausübung ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht persönlich haftbar für die Verpflichtungen der Gesellschaft. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie verantwortlich für die gewissenhafte Ausführung der ihnen obliegenden Pflichten.

Titel V: Abschlüsse

Art. 17. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft wird am fünfzehnten September eines jeden Jahres beginnen und am vierzehnten September des folgenden Jahres enden, mit der Ausnahme vom ersten Geschäftsjahr, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnen und am vierzehnten September zweitausendundvier enden wird.

Art. 18. Jahresabschluss.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Jahresabschluss sowie eine Gewinn und Verlustrechnung erstellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt.

Der Jahresabschluss wird anschliessend der jährlichen Gesellschafterversammlung vorgelegt.

Art. 19. Gewinne, Rücklagen und Dividenden.

Das Guthaben der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Kosten, Ausgaben, Tilgungen und Provisionen, so wie von der jährlichen Gesellschafterversammlung gebilligt, stellt den Reingewinn der Gesellschaft dar.

Jedes Jahr, werden fünf Prozent (5%) von diesem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der gesetzlichen Rücklage endet, wenn die Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft entspricht.

Die verbleibenden Gewinne werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung verwendet, welche beschliessen kann, (i) den Gesellschaftern einen Dividenden entsprechend den Gesellschaftsanteilen die sie halten, auszuzahlen oder (ii) sie vorzutragen oder (iii) sie zu einem anderen verteilbaren Rücklagenkonto der Gesellschaft zu übertragen.

Ungeachtet des oben angeführten, können die Gesellschafter beschliessen, vor dem Abhalten der jährlichen Gesellschafterversammlung, Vorschüsse auf Dividenden auf dem kommenden Reingewinn des aktuellen Geschäftsjahres auszuzahlen, vorausgesetzt dass:

- der Jahresabschluss des vergangenen Geschäftsjahres ordnungsgemäss durch einen Beschluss der Gesellschafter gutgeheissen wurde;
- die Vorschüsse auf Dividenden innerhalb von zwei (2) Monaten nach der Aufstellung der Vorschüsse auf Dividenden durch die Gesellschafter, welche beurkunden dass genügend Fonds zur Verfügung stehen, ausgezahlt werden;
- die Auszahlung erst folgen wird, nachdem die Gesellschaft die Gewissheit hat, dass die Rechte der Gläubiger nicht missachtet werden.

Wenn die ausgezahlten Vorschüsse auf Dividenden den laut der jährlichen Gesellschafterversammlung endgültig verteilbaren Betrag übersteigen, wird der Überschuss nicht als ausgezahlte Dividende berücksichtigt, sondern als eine unverzüglich fällige Forderung der Gesellschaft gegenüber den Gesellschaftern.

Die obengenannten Provisionen sind, unbeschadet des Rechts der Gesellschafterversammlung den Gesellschaftern zu jedem Zeitpunkt jeden sich aus dem vorigen Geschäftsjahr beziehenden und übertragenen Reingewinn auszuzahlen oder jede von verteilbaren Rücklagenkontos stammenden Beträge.

Titel VI: Auflösung - Liquidation - Verschiedenes

Art. 20. Liquidation.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidator(en) (welche natürliche Personen oder Körperschaften sein können) erfolgen, die durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, welche über diese Auflösung entschieden hat und ihre Befugnisse und Vergütungen festlegen wird.

Der Tod, die Aufhebung der Zivilrechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit einer der Gesellschafter werden in keinsten Weise die Beendigung der Gesellschaft zur Folge haben.

Nach Abschluss der Liquidation werden die Aktiva der Gesellschaft entsprechend den Geschäftsanteilen, die sie halten, den Gesellschaftern zugeteilt.

Art. 21. Verschiedenes.

Für alle Punkte, die nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehen sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertundfünfzehn über die Handelsgesellschaften wie abgeändert.

Zeichnung und Zahlung

Sämtliche neunzig (90) Gesellschaftsanteile wurden gezeichnet von der Gesellschaft EASTBOW SECURITIES LIMITED, mit eingetragenem Sitz in Weston Centre, Bowater House, 68 Knightsbridge, London SW1X 7LQ.

Sämtliche Geschäftsanteile wurden vollständig durch den Zeichner einbezahlt, so dass der Betrag von neuntausend Pfund Sterling (GBP 9.000) der Gesellschaft frei zur Verfügung steht, wie vom unterzeichnenden Notar festgestellt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit die Erfüllung der im Artikel 183 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertundfünfzehn über die Handelsgesellschaften aufgezählten Bedingungen überprüft zu haben und bestätigt, dass sie erfüllt wurden.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, werden auf ungefähr zweitausend Euro (EUR 2.000,-) abgeschätzt.

Zum Zwecke der Einregistrierung, wird das Stammkapital auf dreizehntausendeinhunderteinundsechzig Euro fünfundsechzig Cents (EUR 13.161,65) geschätzt.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Alsdann fasste die alleinige Gesellschafterin, welche das gesamte Stammkapital vertritt, in einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung folgende Beschlüsse:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-2320 Luxemburg, 69A, boulevard de la Pétrusse;
- 2) Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgelegt;
- 3) Die nachstehend genannte Person wird zum Geschäftsführer bestimmt für eine Amtszeit, welche auf der jährlichen Gesellschafterversammlung, die den Jahresabschluss auf den 14. September 2004 genehmigen wird enden wird:
Herr François Brouxel, Jurist, geboren in Metz (Frankreich) am 16. September 1966, beruflich ansässig in L-2320 Luxemburg, 69, boulevard de la Pétrusse.
- 4) Die nachstehend genannte Person hat alleiniges sowie gemeinsames Unterschriftenrecht auf den Bankkonten der Gesellschaft wie unter Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft vorgesehen:
Herr Stéphane Weyders, Wirtschaftsprüfer, beruflich ansässig in L-2320 Luxemburg, 69A, boulevard de la Pétrusse.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der obengenannten erschienenen Person, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Gemäss dem Wunsch derselben Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

Worüber, die vorliegende Urkunde an dem zu Beginn dieser Urkunde genannten Datum in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person verlesen wurde, unterzeichnete diese mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: M. Bulach, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, vol. 19CS, fol. 7, case 6. – Reçu 131,77 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Für gleichlautende Abschrift auf stempelfreies Papier, dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Luxemburg-Bonneweg, den 14. November 2003.

T. Metzler.

(075054.3/222/510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

SAX FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 61.108.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2003, réf. LSO-AK02300, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Gérant

Signatures

(073958.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

MAINSYS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1851 Luxembourg, 12, rue Gustave Kahnt.

R. C. Luxembourg B 83.908.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2003, réf. LSO-AK01672, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Signature.

(073962.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

GESPA S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.

R. C. Luxembourg B 53.143.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister aux

ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

qui se tiendront respectivement le 15 décembre 2003 à 9.00 heures au siège social

Ordre du jour:

1. Rapport du liquidateur
2. Nomination d'un commissaire-vérificateur
3. Convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 15 décembre 2003 à 14.00 heures ayant pour ordre du jour:
 - 1 Rapport du commissaire-vérificateur
 - 2 Approbation des comptes de liquidation
 - 3 Décharge au liquidateur, au commissaire-vérificateur, aux administrateurs et au commissaire aux comptes
 - 4 Clôture de liquidation
 - 5 Désignation de l'endroit où les livres et documents seront déposés et conservés pendant une durée de 5 ans.

et le 15 décembre 2003 à 14.00 heures au siège social

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire-vérificateur
2. Approbation des comptes de liquidation
3. Décharge au liquidateur, au commissaire-vérificateur; aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Clôture de la liquidation
5. Désignation de l'endroit où les livres et documents seront déposés et conservés pendant une durée de 5 ans.

I (05124/322/26)

Le Liquidateur.

WIC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 63.337.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 décembre 2003 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers.

I (05031/795/15)

Le Conseil d'Administration.

MANAGED FUNDS PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2965 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 81.144.

Les actionnaires de MANAGED FUNDS PORTFOLIO sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra 46-48, route d'Esch à L-2965 Luxembourg, le 15 décembre 2003 à 15.15 heures.

Les actionnaires décideront sur les propositions de modifications suivantes des articles 4, 5, 9, 12, 13, 15, 23, 27, 28 et 32 des statuts:

1. La proposition de changement de l'article 4 des statuts a pour but de soumettre la société au régime prévu par la partie II de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et de préciser que la politique d'investissement de la Société lui permettra le placement de 20% ou plus de ses actifs nets dans des valeurs autres que des valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides visés à l'article 41(1) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
2. la proposition de supprimer dans l'article 5 des statuts les paragraphes relatifs à la fusion et à la dissolution de compartiment de la société et de pouvoir ainsi insérer un nouvel article dans les statuts concernant exclusivement la fermeture et fusion de compartiment;
3. la proposition d'insérer un nouveau paragraphe dans l'article 9 des statuts afin de permettre au conseil d'administration d'accepter les rachats en espèce ou en nature, comme suit:
«Le Conseil d'administration peut accepter que les rachats soient effectués en espèces ou en nature. Dans ce cas, les rachats autre qu'en numéraire feront l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises de la Société. Un rachat en nature est uniquement possible sous réserve d'un traitement égalitaire des actionnaires»;
4. la proposition d'ajouter un point h) à l'article 13 des statuts, qui a pour but de prévoir la suspension de la VNI ainsi que la suspension des ordres d'émission, de rachat et de conversion des actions lors de restructurations, comme suit:
«La Société peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire (...) 'h) en vue d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération de fusion, apport d'actif, scission ou toute opération de restructuration, au sein, par ou dans un ou plusieurs des compartiments de la Société»;
5. la proposition de modifier l'avant dernier paragraphe de l'article 13 des statuts afin de préciser les modalités d'information des actionnaires en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de préciser notamment que pareille décision de suspension sera notifiée aux actionnaires demandant le rachat ou la conversion de leurs actions ainsi qu'aux souscripteurs éventuels;
6. la proposition de modifier le quatrième paragraphe de l'article 15 des statuts afin de réduire le délai minimum dans lequel l'avis écrit de toute réunion du conseil d'administration doit être transmis aux administrateurs, soit 24 heures avant ladite réunion au lieu de sept jours;
7. la proposition de modifier le huitième paragraphe de l'article 15 des statuts afin de permettre au conseil d'administration de délibérer et agir si la moitié de ses membres est présente ou représentée;
8. la proposition de remplacer dans l'article 23 des statuts la référence à la loi du 30 mars 1988 par la loi du 20 décembre 2002;
9. la proposition d'ajouter un article 27 dans les statuts afin de clarifier les pouvoirs du conseil d'administration et de l'assemblée générale des actionnaires en matière de fermeture et «fusions» de compartiments, comme suit:
«Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur des avoirs dans un compartiment ou la valeur des avoirs d'une quelconque classe d'actions dans un compartiment a diminué jusqu'à, ou n'a pas atteint, un montant considéré par le conseil d'administration comme étant le seuil minimum en dessous duquel le compartiment ne peut pas fonctionner d'une manière économiquement efficace, ainsi qu'en cas de changement significatif de la situation politique, économique ou monétaire ou dans le cadre d'une restructuration économique, le conseil d'administration peut décider de procéder au rachat de toutes les actions de la (des) classe(s) d'actions concernées, à la valeur nette d'inventaire par action calculée le Jour d'évaluation lors duquel la décision prendra effet (en tenant compte des prix de réalisation des investissements et des frais y relatifs). La Société enverra un avis aux actionnaires de

la (des) classe(s) d'actions concernée(s) avant la date effective du rachat forcé. Cet avis indiquera les raisons motivant ce rachat de même que les procédures s'y appliquant: les actionnaires nominatifs seront informés par écrit; la Société informera les détenteurs d'actions au porteur par la publication d'un avis dans des journaux à déterminer par le conseil d'administration, à moins que ces actionnaires et leurs adresses soient connues de la société. Sauf décision contraire prise dans l'intérêt des actionnaires ou afin de maintenir l'égalité de traitement entre ceux-ci, les actionnaires du compartiment concerné ou de la (des) classe(s) d'actions concernée(s) pourront continuer à demander le rachat de leurs actions, sans frais (mais en tenant compte des prix de réalisation des investissements et des frais y relatifs) avant la date du rachat forcé.

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration au paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la (ou des) classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un compartiment pourra, dans toutes les circonstances, sur proposition du conseil d'administration, racheter toutes les actions de la (ou des) classe(s) concernée(s) émises dans ce compartiment et rembourser aux actionnaires la valeur nette d'inventaire de leurs actions (en tenant compte des prix de réalisation des investissements et des frais y relatifs), calculée au jour d'évaluation lors duquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales des actionnaires et les résolutions pourront être prises par un vote à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant à cette assemblée.

Les avoirs qui n'auront pu être distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat seront déposés auprès du Dépositaire durant une période de six mois suivant ce rachat; passé ce délai, ces avoirs seront déposés auprès de la Caisse de Consignations pour compte de leurs ayants droit.

Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent Article, le conseil d'administration pourra décider d'apporter les avoirs d'un compartiment à ceux d'un autre compartiment au sein de la Société ou à ceux d'un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la loi du 30 mars 1988 (à condition que les avoirs apportés correspondent à la politique d'investissement et aux restrictions du compartiment dans lesquels les actifs sont apportés) ou de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif ou à ceux d'un compartiment d'un tel autre organisme de placement collectif (le «Nouveau Compartiment») et à condition que les avoirs apportés correspondent à la politique d'investissement du Nouveau Compartiment et de requalifier les actions de la ou des classe(s) concernée(s) en actions d'une ou de plusieurs nouvelle(s) classe(s) du Nouveau Compartiment (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction d'actions due aux actionnaires). Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus au premier paragraphe du présent Article (laquelle publication mentionnera, en outre, les caractéristiques du Nouveau Compartiment), un mois avant la date d'effet de la fusion afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, pendant cette période. Les actionnaires qui n'auraient pas demandé le rachat de leurs actions se retrouveront de plein droit actionnaire dans le Nouveau Compartiment.

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la ou des classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un compartiment pourra décider d'apporter les avoirs et engagements attribuables au compartiment concerné à un autre compartiment au sein de la Société. Aucun quorum ne sera requis lors d'une telle assemblée générale et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à cette assemblée.

De plus, dans d'autres circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent Article, l'apport des avoirs et engagements attribuables à un compartiment à un autre organisme de placement collectif visé au cinquième paragraphe du présent Article ou à un autre compartiment au sein de cet autre organisme de placement collectif devra être approuvé par une décision des actionnaires de la ou des classe(s) d'actions émise(s) au titre du compartiment concerné prise à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées à ladite assemblée, qui devra réunir au moins 50% des actions émises et en circulation. Au cas où cette fusion aurait lieu avec un organisme de placement collectif de droit luxembourgeois de type contractuel (fonds commun de placement) ou avec un organisme de placement collectif de droit étranger, les résolutions prises par l'assemblée ne lieront que les actionnaires qui ont voté en faveur de la fusion»;

10. la proposition de renuméroter les articles suite à l'ajout de l'article 27;
11. la proposition de remplacer dans l'article 28 des statuts devenu l'article 29, la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002;
12. la proposition de remplacer dans l'article 32 des statuts devenu l'article 33, la référence à la loi du 30 mars 1988 par une référence à la loi du 20 décembre 2002.

Pour être acceptées, les procurations doivent être déposées auprès du siège ou des agences de ING LUXEMBOURG, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée. Les actions seront bloquées à compter de la réception desdites procurations jusqu'à la tenue de ladite Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée cinq jours francs au moins avant la réunion.

En ce qui concerne les modifications statutaires, l'Assemblée pourra délibérer valablement sur l'ordre du jour, si les actionnaires qui assistent à la réunion ou y sont représentés forment la moitié au moins du capital social. Les décisions seront prises aux deux tiers des voix présentes ou représentées.

ADVANCED TECHNICS PROPERTIES HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 33.384.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 décembre 2003 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

I (05032/795/14)

Le Conseil d'Administration.

IBERINT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.857.

Les actionnaires et porteurs de parts de fondateur sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 17 décembre 2003 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (05033/795/14)

Le Conseil d'Administration.

G&S SOCIETE ANONYME D'INVESTISSEMENT SICAF, Investmentgesellschaft mit fixem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2180 Luxemburg, 4, rue Jean Monnet.
H. R. Luxemburg B 31.440.

Gemäss Art. 12 und 14 der Statuten ergeht hiermit die Einladung zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre auf den 18. Dezember 2003 um 10.00 Uhr an den Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Verschmelzung, mit Wirkung Jahresende 2003, der Fondskategorie VIII G&S SOCIETE ANONYME D'INVESTISSEMENT Managed Portfolio «Ertrag» mit dem Teilfonds Paretorn Ertrag sowie der Fondskategorie IX G&S SOCIETE ANONYME D'INVESTISSEMENT Managed Portfolio «Substanz» mit dem Teilfonds Paretorn Substanz zum jeweiligen Kursverhältnis 1:1, wie von der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 14. November 2003 bei über 50%iger Kapitalpräsenz einstimmig beschlossen.
2. Bestätigung des Sonderprüfers KPMG AUDIT, 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, welcher einen Bericht zur Verschmelzung abzugeben hat.
3. Verschiedenes

Die Entscheidungen der ausserordentlichen Generalversammlung werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung teilnehmen wollen, müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate bei folgenden Stellen hinterlegen:

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. (LUXEMBOURG) S.A., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg
BANKHAUS CARL SPÄNGLER & Co. Aktiengesellschaft, Salzburg, Schwarzstrasse 1

Auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung werden die Aktionäre dann ohne weitere Formalitäten zur Generalversammlung zugelassen.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäss Art. 13 der Statuten durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie neben der Hinterlegungsbestätigung eine entsprechende schriftliche Vollmacht erteilen und beides wenigstens fünf Tage vor der Versammlung bei der Gesellschaft am Gesellschaftssitz eingehen.

Luxemburg, den 20. November 2003.

I (05126/755/31)

Der Verwaltungsrat.

ROMPLEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 40.271.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 15 décembre 2003 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (05034/795/14)

Le Conseil d'Administration.

LUX-AVANTAGE SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 1, place de Metz.
R. C. Luxembourg B 46.041.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG à Luxembourg, 1, rue Zithe, le jeudi 18 décembre 2003 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2003.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2003; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
BANQUE RAIFFEISEN S.C.
FORTUNA BANQUE S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

I (05047/755/29)

Le Conseil d'Administration.

IRBSD, INTERNATIONAL RACING BETTING SYSTEM DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 72.037.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

tenue le 15 décembre 2003 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 1999, 2000, 2001 et 2002
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux comptes et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'à la date de la présente assemblée
6. Divers

I (05073/795/18)

Le Conseil d'Administration.

HORSE DEVELOPMENT HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 65.765.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

tenue le 15 décembre 2003 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2000, 2001 et 2002
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux comptes et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'à la date de la présente assemblée
6. Dénonciation du siège social
7. Divers

I (05072/795/19)

Le Conseil d'Administration.

SARLAT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.111.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 17 décembre 2003 à 14.00 heures, au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au commissaire aux comptes
6. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
7. Nominations statutaires
8. Divers.

I (05101/000/21)

Le Conseil d'Administration.

OPUSCULES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 27, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 39.077.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 17 décembre 2003 à 10.00 heures, au siège social, 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2003
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardivité de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
7. Nominations statutaires
8. Divers.

I (05102/000/21)

Le Conseil d'Administration.

ACTIVEST LUX KEY FUND, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker.
H. R. Luxemburg B 69.448.

Gemäß Artikel 15 und 17 der Statuten ergeht hiermit die Einladung zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre auf den 18. Dezember 2003 um 11.00 Uhr an den Gesellschaftssitz.

Tagesordnung:

1. Anpassung der Satzung der Gesellschaft, damit aus dem bestehenden OGA gemäß Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 ein OGAW gemäß den Bestimmungen von Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen wird und die Gesellschaft die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985 erfüllt.

Gemäß Art. 135 Abs. 5 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen muss für unsere vor Inkrafttreten des vorgenannten Gesetzes gegründeten Gesellschaft die in Satz 1 aufgeführte Umstellung bis zum 13. Februar 2004 vollzogen sein:

Die Gesellschaft bleibt ein Vehikel der fondsgestützten Vermögensverwaltung, jedoch wird die Satzung in Art. 8 bei der Anlagepolitik konform dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 neu formuliert. Außerdem erfolgen Anpassungen in den Artikeln 3, 5, 21, 22, 23, 25 und 26. Die zu beschließende Satzung steht allen interessierten Aktionären ab dem Tag der Veröffentlichung der Einberufung (d.i. der 27. November 2003) zu dieser außerordentlichen Generalversammlung am Gesellschaftssitz und bei der Depotbank/Zahlstelle in Luxemburg, bei allen Zahl- und Vertriebsstellen in Deutschland, bei dem Promotor, der BANK VON ERNST, und der Vertriebsstelle in der Schweiz sowie beim Repräsentanten in Deutschland zu den üblichen Geschäftszeiten zur Einsichtnahme zur Verfügung.

2. Verschiedenes

Die Entscheidungen der außerordentlichen Generalversammlung werden im Hinblick auf die Satzungsänderung durch die 2/3 Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen, sofern wenigstens 50% des Aktienkapitals anwesend oder vertreten ist.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung teilnehmen wollen, müssen wenigstens 5 Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate bei folgenden Stellen hinterlegen:

- BANK VON ERNST & Co AG, Marktgasse 63/65, CH-3001 Bern, Schweiz
- HVB BANQUE LUXEMBOURG Société Anonyme, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg

Auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung werden die Aktionäre dann ohne weitere Formalitäten zur Generalversammlung zugelassen. Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich nicht teilnehmen können, können sich gemäß Artikel 17 der Statuten durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen, wenn sie neben der Hinterlegungsbestätigung eine schriftliche Vollmacht erteilen und beides wenigstens 5 Tage vor der Versammlung bei der Gesellschaft am Gesellschaftssitz einlegt.

Luxemburg, im November 2003.

I (05125/755/40)

Der Verwaltungsrat.

HOLIDAY INTERNATIONAL COMPANY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 9.783.

Une assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 21 novembre 2003 au siège social de la société a voté la dissolution de la société sur base de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société qui se tiendra le mardi 16 décembre 2003 à 15.00 heures au siège social de la société, 11, avenue Guillaume à L-1651 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société.
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
5. Divers.

Afin de pouvoir participer à l'assemblée générale, les actionnaires devront déposer leurs actions au siège social de la société au 11, avenue Guillaume à Luxembourg, au plus tard cinq (5) jours francs avant la date de l'assemblée.

I (05166/000/20)

Le Conseil d'Administration.

IRIDE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 27, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 79.635.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, le 30 décembre 2003 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'Article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 octobre 2003 n'a pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 décembre 2003 délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

I (05138/000/17)

Le Conseil d'Administration.

MULTI-FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 61.824.

The shareholders of MULTI-FUNDS are convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

that will be held at route d'Esch 46-48 in L-2965 Luxembourg, on the 15th of December 2003 at 15.30 p.m. in order to approve the modifications to articles 3, 4, 5, 7, 8, 11, 12, 13, 16, 21, 25, 29, 31, 32, 35 and 37 of the Articles of Association.

Agenda:

More specifically:

1. the proposal to change the article 3 in the Articles of Association aims at subjecting the company to the regulations established in the part II of the law of the 20th of December 2002 relative to undertakings for collective investment. More specifically, the objective of this proposal is to specify that the activities of the company are limited to the activities authorised in the part II of the law of the 20th of December 2002 relative to undertakings for collective investment and that the investment policy of the company will allow to invest 20% or more of its net assets in assets other than transferable securities and/or other liquid financial assets as described in the article 41 (1) of the law of the 20th of December 2002;
2. the proposal to change the article 4 in the Articles of Association aims at establishing the registered office in Luxembourg, 52 route d'Esch, L-1470 Luxembourg;
3. the proposal to change the article 8 in the Articles of Association aims at specifying that it is up to the Board of Directors to determine how fractions of shares could be issued;
4. the proposal to change the article 11 in the Articles of Association aims at handling the commitments of each sub-fund separately;
5. the proposal to add two alineas to the article 12 in the Articles of Association aims at granting the possibility to make subscriptions and redemptions in kind;
6. the proposal to add the following point g) to the article 13: «The Board of Directors is authorised to suspend the calculation of the net asset value of one or several sub-funds (...) g) in order to establish exchange parities in the context of mergers, asset contributions, splits or any restructuring transactions, within, by or in, one or several sub-funds of the Company»;
7. the proposal to change the antepenultimate paragraph of the article 13 in order to specify how to inform shareholders when the net asset value calculation is suspended and to insert a new paragraph to precise that such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares and potential subscribers;
8. the proposal to complete the article 21 aims at allowing any administrator to participate in a Board of Directors meeting via a conference call or any other similar means of communication with which all participants can hear each other;
9. the proposal to change the article 32 aims at giving the Board of Directors the decision-making power to dissolve a sub-fund when it is justified by economic conditions.

Bearer shares and proxies must be deposited at the headquarters or branch offices of ING BELGIUM SA or ING LUXEMBOURG, at least five clear days before the Meeting. Registered shareholders shall be admitted upon proof of their identity provided that they have informed the Board of Directors of their intention to attend the meeting at least five clear days before the Meeting.

The Meeting may deliberate upon issues on the agenda legitimately if and when the shareholders attending the meeting or being represented account for at least half of the share capital. Decisions shall be taken by a two third majority of the votes that are present or represented. If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall

be convened on the 19th of January 2004 at 15.30 p.m. at route d'Esch 46-48 in L-2965 Luxembourg. The second General Assembly shall deliberate legitimately no matter how much capital is present or represented.

Shareholders shall be allowed, if they want to, to present their securities as from the transaction date, if the latter has been approved by the Extraordinary General Meeting, to the concerned financial institutions in order to have them stamped.

I (05141/755/53)

The Board of Directors.

WINNING FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 78.249.

Les actionnaires de WINNING FUNDS sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra route d'Esch 46-48 à L-2965 Luxembourg, le 15 décembre 2003 à 15.45 heures.

Ordre du jour:

I. Les actionnaires décideront des propositions de modifications suivantes des articles 4, 8, 13, 15, 23, 27, 28 et 32 des statuts:

1. la proposition de changement de l'article 4 des statuts a pour but de soumettre la société au régime prévu par la partie II de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et de préciser que la politique d'investissement de la Société permettra le placement de 20% ou plus de ses actifs nets dans des valeurs autres que des valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides visés à l'article 41(1) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
2. la proposition d'ajouter un nouveau paragraphe in fine à l'article 8 des statuts a pour but de prévoir la possibilité pour les actionnaires d'effectuer des souscriptions par apport en nature;
3. la proposition d'ajouter un point h) à l'article 13 des statuts, afin de prévoir la suspension de la VNI ainsi que la suspension des ordres d'émission, de rachat et de conversion des actions lors de restructurations, comme suit:
«(...)la Société peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire (...) 'g) en vue d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération de fusion, apport d'actif, scission ou toute opération de restructuration, au sein, par ou dans un ou plusieurs des compartiments de la Société»;
4. la proposition de modifier l'avant dernier paragraphe de l'article 13 des statuts afin de préciser les modalités d'information des actionnaires en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de préciser notamment que pareille décision de suspension sera notifiée aux actionnaires demandant le rachat ou la conversion de leurs actions ainsi qu'aux souscripteurs éventuels;
5. la proposition de modifier le quatrième paragraphe de l'article 15 des statuts afin de réduire le délai minimum dans lequel l'avis écrit de toute réunion du conseil d'administration doit être transmis aux administrateurs, soit 24 heures avant ladite réunion au lieu de sept jours;
6. la proposition de modifier le huitième paragraphe de l'article 15 des statuts afin de permettre au conseil d'administration de délibérer et agir si la moitié de ses membres est présente ou représentée;
7. la proposition de remplacer dans l'article 23 des statuts la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002;
8. la proposition de supprimer la dernière ligne de l'article 27 des statuts concernant la durée du premier exercice social;
9. la proposition de remplacer dans l'article 28 des statuts, la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002;
10. la proposition de remplacer dans l'article 32 des statuts, la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002.

II. De plus, les actionnaires se prononceront sur les propositions suivantes de modifications du prospectus en matière de restrictions d'investissement applicables à la Sicav:

(a) supprimer la dernière phrase du point 2.3 relatif aux liquidités et supprimer le point 2.4 (a) relatif aux emprunts de la section 2. «Restrictions et Instruments financiers».

Les propositions de modifications du prospectus sous le point II, seront approuvés par les actionnaires présents ou représentés à la majorité simple sans condition de quorum.

Le dépôt des procurations doit être effectué auprès des sièges ou des agences de ING LUXEMBOURG, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée. Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée cinq jours francs au moins avant la réunion.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sur l'ordre du jour, si les actionnaires qui assistent à la réunion ou y sont représentés forment la moitié au moins du capital social. Les décisions seront prises aux deux tiers des voix présentes ou représentées.

I (05142/755/54)

Le Conseil d'Administration.

MPC COMPETENCE SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 68.081.

Am 21. November 2003 hat eine zweite ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre die Liquidation der MPC COMPETENCE SICAV beschlossen. Die Aktionäre werden hiermit zur abschliessenden

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

am 15. Dezember 2003 am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen um 15.30 Uhr (Luxemburger Ortszeit) eingeladen. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Liquidators über die Verwendung des Vermögens der SICAV
2. Bericht des Wirtschaftsprüfers im Hinblick auf die Liquidation
3. Billigung der Liquidationsabrechnung
4. Entlastung des Liquidators und des Wirtschaftsprüfers
5. Abschluss der Liquidation
6. Bestimmung des Ortes, an dem die Bücher und die Schriftstücke der SICAV hinterlegt und für einen Zeitraum von 5 Jahren aufbewahrt werden
7. Bestimmung des Zeitpunktes, an dem die Gelder und Werte, welche den Gläubigern und Aktionären der SICAV nicht ausgezahlt werden können, bei der Caisse des Consignations hinterlegt werden
8. Verschiedenes

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass zur Beschlussfassung über die Punkte der Tagesordnung der abschliessenden ausserordentlichen Generalversammlung kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Aktien gefasst werden.

Im Nachgang zur Generalversammlung wird den Aktionären entsprechend Ihren Aktien der Liquidationserlös zur Auszahlung gebracht. Wird seitens der Aktionäre bis zum 8. Dezember 2003 keine anderslautende Weisung erteilt, erfolgt die Auszahlung an die depotführende Bank.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der ausserordentlichen Generalversammlung persönlich teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 8. Dezember 2003 anzumelden.

I (05139/000/30)

Der Liquidator.

DCF FUND (II), Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 86.728.

The shareholders of DCF FUND (II) (the «Company») are invited to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company that will be held at the offices of ING LUXEMBOURG, 46-48, route d'Esch in L-2965 Luxembourg, on 15 December 2003 at 4 p.m. in order to decide on the following proposal of amendments of the Articles of Incorporation of DCF FUND (II):

1. The proposed modification of article 1 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to the law of December 20, 2002 regarding collective investment undertakings in order to submit the Company to the provisions of the latter law;
2. The proposed modification of article 3 consists to complete the last sentence of the article as follows.
«The Company may take [...] in accordance with the part II of the Law of 20 December 2002 concerning collective investment undertakings (the «2002 Law»). For the avoidance of doubt, the Company may thus invest more than 20% of its net assets in securities other than transferable securities and/or other liquid financial assets referred to in article 41(1) of the 2002 Law»;
3. The proposed modification of article 5 consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 by a reference to the law of December 20, 2002
4. The proposed modification of article 7 consists in the deletion of the paragraphs regarding the merger and termination procedure of sub-funds in order to create a specific article in this matter;
5. The proposed modification of article 11 consists in the addition of the possibility for a director to participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other;
6. It is proposed to add the following new article 20 - Delegation of power:
«The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.
DANSKE CAPITAL FINLAND OY has been appointed as investment manager (the «Investment Manager») by the Company to manage the assets of one or several sub-funds, the replacement of the Investment Manager may only be decided by the general meeting of shareholders. The decision shall be approved by a majority of 2/3 of the shares present and represented.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy»;

7. It is also proposed to add the following new article 25 - Termination and amalgamation of compartments:

«In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Compartment or the value of the net assets of any class of shares within a Compartment has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Compartment, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing; the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors, unless these shareholders and their addresses are known to the Company. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Compartment or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Compartment will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the board of directors, to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company or to another undertaking for collective investment organized under the provisions of the Law of March 30, 1988 (provided that the assets contributed correspond to the investment policy and restrictions of the compartment being invested in) or of the 2002 Law or to another Compartment within such other undertaking for collective investment (the «new Compartment») and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Compartment), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the new Compartment.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Compartment concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Compartment to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another compartment within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Compartment concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favor of such amalgamation»;

8. It is proposed to co-ordinate the numbers of the articles further to the insertion of the new article 20 and article 25;

9. The proposed modification of the content of article 30, renumbered as article 31, consists in replacing the reference to the law of March 30, 1988 with a reference to the law of December 20, 2002.

In order to be valid, bearer shares and proxies must be deposited with ING LUXEMBOURG, Fund Administration Dpt, Legal and Domiciliary Services, at least five clear days before the Meeting.

The Meeting may deliberate upon issues on the agenda legitimately if and when the shareholders attending the meeting or being represented account for at least half of the share capital. Decisions at this Meeting will be adopted by a two third majority of the votes that are present or represented.

DYNAMIC AUSTRALIA FUND, Fonds Commun de Placement.*Notice of Liquidation*

DYNAMIC AUSTRALIA FUND (the «Fund») will be put into liquidation as of 16th December 2003, 11 p.m. (Luxembourg time) because of a continuous decrease of assets and impossibility for the Investment Adviser to pursue the investment diversification in accordance with the investment policy. The last calculation of the net asset value of the Fund will be made on 16th December 2003 and redemption requests will be accepted until 15th December 2003, 2 p.m. (Luxembourg time). Provisions for liquidation for expenses have been included in the net asset value calculated on 14th October 2003.

Following the end of the liquidation procedure, net liquidation proceeds will be paid to the shareholders of the Fund. Any balance of liquidation proceeds will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

On completion of the liquidation, the accounts and the records of the Fund will be kept for a period of five years at the offices of NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A., 112, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

(05152/064/15)

The Board of Directors of TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY.

**ING INTERNATIONAL CURRENCY MANAGEMENT FUND,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8010 Strassen, 224, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 40.811.

Les actionnaires de ING INTERNATIONAL CURRENCY MANAGEMENT FUND sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra route d'Esch, 46-48 à L-2965 Luxembourg, le 15 décembre 2003 à 15.00 heures en vue d'approuver la modifications des articles 3, 4, 5, 7, 8, 11, 12, 13, 16, 17, 21, 24, 25, 29, 32, 35 et 37 des statuts:

Ordre du jour:

Plus spécifiquement:

1. la proposition de changement de l'article 3 des statuts a pour but de soumettre la société au régime prévu par la partie II de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif. Cette proposition de modification vise spécifiquement: (1) que les activités de la société se limitent aux activités permises dans le cadre de la partie II de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif; (2) que la politique d'investissement de la Société permettra le déplacement de 20% ou plus de ses actifs nets dans des valeurs autres que des valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides visés à l'article 41 (1) de la loi du 20 décembre 2002;
2. la proposition de changement de l'article 4 des statuts a pour but d'établir le siège social de la société à Luxembourg, 52 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.
3. la proposition de compléter l'article 8 des statuts vise à préciser que les fractions d'actions éventuelles donneront droit au produit de la liquidation et aux dividendes ainsi qu'au vote à concurrence du nombre d'actions entières qu'elles représentent;
4. la proposition de modifier le point 5 de l'article 11 des statuts a pour but de désolidariser les engagements des différents compartiments;
5. la proposition d'ajouter deux alinéas à l'article 12 des statuts a pour but d'introduire la possibilité de faire des souscriptions et des rachats en nature;
6. la proposition d'ajouter un point g) à l'article 13 des statuts, qui a pour but de prévoir la suspension de la VNI ainsi que la suspension des ordres d'émission, de rachat et de conversion des actions lors des restructurations, comme suit: «Le Conseil d'administration est autorisé à suspendre (...) le calcul de la valeur des actifs nets (...) g) en vue d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération d'apport d'actif, scission ou de toute opération de restructuration, au sein, par ou dans un ou plusieurs des compartiments de la Société»;
7. la proposition de modifier le paragraphe relatif à la publication de la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire de l'article 13 des statuts vise à déterminer les modalités d'information des actionnaires et souscripteurs éventuels en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et notamment à préciser que pareille décision sera notifiée aux actionnaires demandant le rachat ou la conversion de leurs actions ainsi qu'aux souscripteurs éventuels;
8. la proposition de compléter l'article 21 des statuts vise à permettre à tout administrateur de pouvoir participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication similaire où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre;
9. La proposition de modifier l'article 24 des statuts vise à supprimer les alinéas 2, 3 (comprenant les points (I) à (VI) et 4 dudit article relatif à la politique d'investissement de la Sicav;
10. La proposition de modifier l'article 35, vise à supprimer le paragraphe suivant: «Une modification des termes et conditions de la SICAV qui aura pour effet une réduction des droits ou garanties des actionnaires, ou qui leur imposera des frais, n'entrera en vigueur qu'après un délai de trois mois calculé à partir de la date de l'approbation de la modification par l'Assemblée Générale. Pendant ces trois mois, les actionnaires pourront continuer à demander le rachat de leurs parts aux conditions en vigueur antérieurement».

Le dépôt des actions au porteur et des procurations doit être fait auprès des sièges ou des agences de ING BELGIQUE S.A. ou de ING LUXEMBOURG, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sur l'ordre du jour, si les actionnaires qui assistent à la réunion ou y sont représentés forment la moitié au moins du capital social. Les décisions seront prises aux deux tiers des voix présentes ou représentées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire de la Sicav concernée sera convoquée pour le 19 janvier 2004 à 15.00 heures. La seconde Assemblée Générale délibérera valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.

Les actionnaires pourront, s'ils le désirent, présenter leurs titres dès la date de l'opération, si celle-ci est approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, auprès des organismes assurant le service financier en vue des les faire estam-piller.

I (05140/755/59)

Le Conseil d'Administration.

HAVAUX GESTION (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 48.397.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

le 5 décembre 2003 à 14.00 heures au 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Donner au liquidateur tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de son mandat.
4. Divers.

Chaque actionnaire devra, pour être admis à l'assemblée, déposer ses actions au porteur le jour de l'assemblée générale, avant l'ouverture de la séance, auprès de la société 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

II (05026/534/17)

Le Conseil d'Administration.

VERNEL SECURITIES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 46.207.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 décembre 2003 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 2002 et 2003.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant.
5. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant.
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
7. Divers.

II (05058/696/18)

Le Conseil d'Administration.

LUX-CROISSANCE SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R. C. Luxembourg B 38.527.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG à Luxembourg, 1, rue Zithe, le lundi 8 décembre 2003 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2003.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2003; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg: BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Pour l'Allemagne: DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

II (05014/755/29)

Le Conseil d'Administration.

RP PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 65.595.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 8 décembre 2003 à 12.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux comptes
5. Divers

II (05061/520/15)

Le Conseil d'Administration.

LECO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 22.969.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 10 décembre 2003 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2003 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (05064/755/18)

Le Conseil d'Administration.
